

**Mémoire de recherche**  
Master 1

**La militarisation de la lutte contre le narcotrafic au Mexique,  
de Vicente Fox à Andrés Manuel López Obrador.**

**Le cartel de *Los Zetas* comme symbole d'une guerre acharnée.**

Sous la direction de Stéphane Witkowski

Année universitaire 2020 - 2021

Justine VIDAL

**ATTESTATION DE NON PLAGIAT**

Je, soussigné(e), ..... Justine Vidal .....

Etudiant (e) dans le programme ..... Master 1 ..... de l'ILERI

atteste sur l'honneur que le présent dossier a été écrit de ma main, que ce travail est personnel et que toutes les sources d'informations externes et les citations d'auteurs ont été mentionnées conformément aux usages en vigueur (Nom de l'auteur, nom de l'article, éditeur, lieu d'édition, année, page).

Je certifie par ailleurs que je n'ai ni contrefait, ni falsifié, ni copié l'œuvre d'autrui afin de la faire passer pour mienne. Je suis conscient que le fait de ne pas citer une source ou de ne pas la citer clairement et complètement est constitutif de plagiat.

J'ai été informé des sanctions prévues au Guide de l'Etudiant de l'ILERI en cas de plagiat.

Fait à .....Paris....., le ..... 24 /08 /2021 .....

Signature de l'étudiant (e).



*N.B. : Cet engagement de non plagiat doit être inséré en deuxième page de tout mémoire, mini-mémoire ou rapport de stage rendu dans le cadre des études à l'ILERI.*

## **MISE EN GARDE**

*Les opinions émises dans ce mémoire sont propres à son auteur et n'engagent en rien la responsabilité de l'Institut d'Études des Relations Internationales*

## **REMERCIEMENTS**

Ce mémoire est né d'un intérêt grandissant pour l'Amérique latine que j'ai pu construire tout au long de mes études. J'ai rapidement pris conscience, en étudiant les relations internationales qu'il s'agissait d'un continent aussi complexe que riche. Je me suis progressivement nourrie de ces problématiques, prenant conscience qu'il s'agissait d'un continent tiraillé entre son potentiel et ses contraintes, avide de se développer mais freiné par ses conditions internes. Ce mémoire illustre pour moi ce double aspect, avec à la fois les menaces, les violences auxquelles fait face le Mexique et à la fois sa volonté profonde de s'en sortir.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont accompagné dans la rédaction de ce mémoire et qui ont su nourrir mes intérêts pour les problématiques latino-américaines. Je remercie Monsieur Stéphane Witkowski, mon directeur de mémoire, qui a su me guider dans mes recherches et orienter mes réflexions. Je tiens également à remercier mes amis et mes camarades de l'ILERI, où l'entraide et la solidarité m'ont permis de travailler avec rigueur et soutien constant.

Je tiens également à remercier mes parents, qui m'ont toujours soutenu dans mes choix et m'ont permis de découvrir mes passions et mes intérêts. Ils m'ont également accompagné dans la rédaction de ce mémoire, m'apportant conseils et soutien quand la route était difficile.

# SOMMAIRE

## I. Le narcotrafic au Mexique : le besoin du fait militaire dans la crise

### *a. Le narcotrafic au Mexique : causes et développement*

- 1) La naissance d'un marché illégal
- 2) Le cas particulier du Mexique : les facteurs locaux du développement du narcotrafic
- 3) Le rôle des États-Unis : entre consommation et *War on drugs*

### *b. Le Mexique : l'empire des cartels, l'exemple de Los Zetas*

- 1) Création et développement à partir de 1997
- 2) Une organisation paramilitaire, presque mafieuse
- 3) Territoires et activités : rivalités avec les autres cartels et extrême violence

### *c. La place du fait militaire dans la société mexicaine*

- 1) L'inefficacité du pouvoir local et l'impunité de la délinquance
- 2) La place du chef militaire dans la crise : maintien de l'ordre et confiance du peuple ?
- 3) Les forces armées latino-américaines : la doctrine de la sécurité nationale

## II. Vers l'intervention des forces armées dans la gestion de la sécurité intérieure

### *a. La présidence Vicente Fox (2000-2006) : l'inefficacité de la lutte*

- 1) Déclaration de guerre au crime organisé
- 2) « Operativo Mexico Seguro »
- 3) Controverses et inefficacité de l'opération

### *b. La présidence de Felipe Calderón (2006-2012) : renouveau et militarisation*

- 1) Vers une véritable militarisation de la lutte
- 2) L'Opération Conjunto Michoacán : l'association de la police locale et de l'armée
- 3) L'initiative Mérida : la coopération avec les États-Unis

### *c. La présidence de Enrique Peña Nieto (2012-2018) : rupture et continuité*

- 1) Prévention et sécurité humaine
- 2) Dans les pas de Felipe Calderón : la poursuite de la militarisation
- 3) La loi controversée du 21 décembre 2017

### **III. Les effets de la militarisation : insécurité et délégitimation de l'État**

#### *a. Une nouvelle forme d'État : le narco-État*

- 1) Une paralysie fonctionnelle de l'État : le déficit de légitimation
- 2) L'intériorisation de la corruption : la pénétration du crime organisé dans les institutions
- 3) L'altération des rapports internationaux

#### *b. L'éclatement de la violence à travers le pays*

- 1) L'atomisation des cartels
- 2) Un bilan humain catastrophique
- 3) L'insécurité croissante de la population

#### *c. Andrés Manuel López Obrador : une nouvelle forme de lutte, plus sociale, mais pas moins contestée*

- 1) Encourager le dialogue entre les cartels et le gouvernement
- 2) Vers la légalisation de la marijuana ?
- 3) Combattre la pauvreté, principale force des cartels de la drogue

# LEXIQUE

**AMLO** : Andrés Manuel López Obrador

**DEA** : *Drug Enforcement Administration*

**FEADS** : Service spécial pour les délits contre la santé

**GAFE** : *Cuerpo de Fuerzas Especiales* de l'armée mexicaine

**PAN** : *Partido Acción Nacional*

**SEDENA** : Secrétariat de la Défense nationale mexicain

**SNSP** : *Sistema Nacional de Seguridad Publica*

**UEDO** : Service spécial de lutte contre la délinquance organisée

**UELD** : Service spécial de lutte contre le blanchiment

**UNOPES** : *Unidades de Operaciones Espaciales*

# RÉSUMÉ

**La militarisation de la lutte contre le narcotrafic au Mexique, de Vicente Fox à Andrés Manuel López Obrador**

**Le cartel de Los Zetas comme symbole d'une guerre acharnée**

*Justine VIDAL*

L'objet de ce mémoire est de rendre compte de l'interaction, entre le gouvernement et l'appareil militaire dans la gestion de la sécurité intérieure du Mexique. Le narcotrafic, phénomène omniprésent au Mexique, mène le gouvernement à militariser la lutte contre le crime organisé, dans l'espoir d'éteindre la menace qui pèse à la fois sur l'État et la société. Ce qui est analysé dans ce mémoire, est l'inefficacité d'une telle solution. L'appareil militaire ne semble pas avoir sa place dans la gestion de la sécurité intérieure sur le long terme. Premièrement, la corruption et la pénétration du crime organisé dans les institutions ont augmenté, malgré les interventions de l'armée. De plus, les violences ont elles aussi augmentées, créant un phénomène de décrédibilisation de l'État auprès de la population. Il s'agit donc d'envisager les autres solutions qui peuvent être apportées par le gouvernement, sans utiliser la déclaration de guerre comme une forme de lutte.

# INTRODUCTION

Docteur en science politique de l'Université Panthéon-Sorbonne et directeur du programme Mexique et Amérique centrale de Noria, Romain Le Cour Grandmaison affirme : « L'État mexicain est, contrairement à ce que l'on dit, tout sauf un État faible. C'est, au contraire, un État très interventionniste et il faut plutôt se poser la question du rôle de la violence - qu'elle soit exercée par des forces publiques ou privées - dans la vie quotidienne mexicaine. Et aujourd'hui, cette violence n'est pas un obstacle à l'appareil d'État mais fait partie de la façon dont il gouverne. » Cette déclaration illustre parfaitement l'objet de ce mémoire. L'État mexicain s'est mué en un État qui intervient directement contre ses menaces, quitte à faire appel à l'appareil militaire. Ces violences sont majoritairement liées au trafic de drogue, devenu endémique.

En mars 2011 a lieu au Mexique, dans l'État du Tamaulipas, le second massacre de San Fernando, coûtant la vie à 193 personnes. Les auteurs de la tuerie sont le cartel de *Los Zetas*, considéré comme le cartel le plus violent et l'un des plus puissants du Mexique. Les attentats de ce type sont très nombreux, et les pertes humaines liées au trafic de drogue sont, chaque année, considérables dans le pays. Difficile à contrôler, à maîtriser et à arrêter, le narcotraffic est devenu un véritable enjeu pour le gouvernement mexicain, qui multiplie les stratégies afin de lutter efficacement contre cette activité illégale omniprésente sur le territoire.

Depuis la fin de la guerre froide et la crise des missiles de Cuba en 1962 puis les guerres d'Amérique centrale dans les années 1980 opposant les États-Unis et l'URSS, le continent latino-américain n'a plus été le territoire de conflits armés. Cette réalité militaire ne signifie pas pour autant que le continent n'est plus soumis à de sérieuses tensions. En effet, les enjeux ont changé de nature, il ne s'agit plus de conflits opposant une nation à une autre sur un territoire donné. Les menaces sont aujourd'hui endémiques, elles font partie du fonctionnement même du pays. Le trafic de drogue, ce que nous appelons narcotraffic, est la menace qui pèse le plus sur la société mexicaine et qui a fondamentalement modifié la structure de l'État et de la société. Si cette menace est omniprésente au Mexique, il ne faut pas pour autant considérer l'Amérique latine comme un tout répondant à un même ensemble



de logiques et de problématiques. En effet, nous pouvons considérer qu'il y a plusieurs Amériques latines et celle du narcotrafic en est une. De la même façon, les pays concernés par le narcotrafic ne répondent pas tous aux mêmes enjeux, tout d'abord parce que les cartels ne s'organisent pas de la même façon, les frontières ne sont pas les mêmes et parce que les gouvernements n'ont pas les mêmes méthodes pour contrer cette menace.

Le narcotrafic, c'est-à-dire le trafic de stupéfiants, est un commerce illicite très présent en Amérique latine, mais particulièrement au Mexique, au Venezuela, en Colombie, au Pérou, au Brésil, en Bolivie et en Argentine, c'est-à-dire les pays producteurs de drogue. Leurs principaux clients sont les États-Unis, très grand consommateur de drogue et dont la proximité géographique facilite le trafic. Le Mexique est une grande puissance sur les plans à la fois économique et commercial. Membre du G20, le Mexique est en pleine émergence mais doit gérer ses menaces internes<sup>1</sup>. Pour cette raison, le Mexique s'est mué en une véritable plaque tournante du trafic de drogue, du fait de sa situation frontalière avec le territoire américain. Le pays est donc divisé en différents cartels de la drogue, c'est-à-dire des organisations criminelles dirigées par un chef, un baron de la drogue. Ces cartels ont pour objectifs de promouvoir et de contrôler les opérations de trafic de drogue dans l'ensemble des étapes, ce qui permet à la fois d'avoir un contrôle territorial mais également de s'infiltrer dans la vie économique et politique du pays. Parmi les plus connus et les plus actifs, nous pouvons citer le cartel de *Sinaloa*, le cartel de *la Familia*, le cartel *del Golfo* et le cartel de *Los Zetas*. Animés par de nombreuses rivalités, on observe régulièrement des conflits entre les différents cartels, notamment en ce qui concerne le contrôle d'un territoire stratégique, souvent frontalier avec les États-Unis. Cette situation ne fait qu'augmenter l'insécurité, déjà très présente. Ces cartels ont commencé à se développer dans les années 1960, mais c'est dans les années 1980 et 1990 qu'ils vont croître, rendant la lutte, déjà amorcée, encore plus difficile<sup>2</sup>.

Le gouvernement mexicain a donc engagé une véritable guerre de la drogue au Mexique. Si au début, la lutte passait exclusivement par les forces de polices locales, cette

---

<sup>1</sup> Jean-Jacques KOURDLIANDSKY, « Mexique, entre criminalité et émergence économique », *Sécurité et Stratégie*, 2011

<sup>2</sup> Gabriel TURMEL, « Les cartels mexicains : évolution historique, fonctionnement et impacts économiques (1970-2019) », *Centres d'études interaméricaines*, 2020

dernière s'est rapidement révélée inefficace face à la prolifération et à la puissance des cartels sur l'ensemble du territoire mexicain. La lutte s'est donc progressivement militarisée, et on a vu intervenir les forces armées mexicaines dans la crise<sup>3</sup>. Il ne s'agit pas pour autant d'un phénomène nouveau. Nous avons en effet déjà pu observer l'intervention du militaire pour des missions de police aussi bien au Mexique qu'en Colombie. Elle est toutefois bien le symptôme d'une redéfinition de la gestion de la sécurité intérieure.

Cette militarisation de la lutte contre le narcotrafic a vu le jour sous la présidence de Felipe Calderón, c'est-à-dire entre 2006 et 2012. Marqué par sa collaboration avec les États-Unis, le mandat de Calderón permet de mettre en lumière les effets pervers de la militarisation et l'évolution des relations civilo-militaires à l'échelle nationale. Si cette présidence est au cœur de ce processus de militarisation, l'étude du mandat de son prédécesseur Vicente Fox sera également nécessaire afin de comprendre pourquoi la militarisation de la lutte semblait être le juste choix pour Calderón. En effet, la guerre contre le narcotrafic n'est pas née sous Calderón, Fox l'avait déjà entamée. De la même façon, il sera nécessaire d'analyser la présidence du successeur de Calderón, Enrique Peña Nieto afin d'envisager comment cette lutte a pu se poursuivre et se renouveler.

Nous pouvons questionner l'efficacité de cette militarisation, car si elle peut permettre une lutte plus soutenue contre les cartels et leurs grands dirigeants, elle donne aussi lieu, par son caractère répressif, à de nouvelles violences voire à une nouvelle forme d'insécurité. Est-elle véritablement pertinente dans ce cas-là ?

Afin de mieux comprendre ces enjeux, il sera nécessaire d'analyser la militarisation de la lutte à travers le cartel de *Los Zetas*. *Los Zetas* est un cartel né de la scission du bras armé du cartel *del Golfo* qui s'est développé à partir de 1997 sur la base de déserteurs du groupe des forces spéciales de l'armée mexicaine et n'a cessé de gagner du terrain et de la popularité. Impliqué dans de nombreux attentats et massacres sur le territoire mexicain, le cartel est considéré en 2013 comme le cartel criminel le plus violent du Mexique, dont les pratiques cruelles créent une rupture par rapport aux autres cartels<sup>4</sup>. Ce cartel permet donc à

---

<sup>3</sup> Gustavo Eduardo ORDONEZ MARINEZ, « Les guerres contre la drogue, armées, sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique Latine », *IFRI*, 2018

<sup>4</sup> *INSIGHT CRIME*, « Zetas », Mexico, 2012

la fois d'analyser les enjeux que créé le narcotrafic au niveau national, de comprendre pourquoi les politiques ont fait le choix de la militarisation mais également d'envisager quelles peuvent être les conséquences de l'intervention du fait militaire dans la crise, aussi bien au niveau de la société, que les cartels en eux-mêmes et surtout au niveau de la construction, ou plutôt de la déconstruction de l'État.

Il serait intéressant de se demander comment le narcotrafic au Mexique a rendu nécessaire la redéfinition de la gestion de la sécurité intérieure de la part du gouvernement, et quels ont été les impacts de ces modifications sur la construction de l'État et sur la société.

Pour répondre à cette problématique, il s'agira dans un premier temps de revenir sur la place du narcotrafic au Mexique afin de mieux comprendre le besoin du fait militaire dans la crise. Ensuite, nous envisagerons cette militarisation et son évolution au cours des différentes présidences du XXI<sup>ème</sup> siècle. Cela nous permettra enfin d'analyser les effets de cette militarisation aussi bien sur l'appareil étatique mexicain que sur la société et l'organisation des cartels.

## **I. Le narcotrafic au Mexique : le besoin du fait militaire dans la crise**

Avec son très haut taux de criminalité, le Mexique est l'un des pays les plus dangereux d'Amérique latine, et du monde. Cette forte criminalité est due en grande partie aux activités illégales qui peuplent le territoire et qui n'ont cessé de se multiplier. Le narcotrafic est la composante la plus importante de ces activités, et constitue un véritable marché qui prend pleinement part à la vie économique du pays. Mais cela va plus loin. Aujourd'hui, le narcotrafic s'est infiltré dans toutes les sphères de l'État<sup>5</sup>. Comment une activité pourtant illégale a-t-elle pu prendre une place aussi importante dans la vie du pays ? Pour répondre à cette interrogation, il faudra prendre en compte des facteurs à la fois locaux et internationaux qui ont influencé et favorisé le développement de ce réseau. En effet, le narcotrafic est une activité très présente sur l'ensemble du continent latino-américain, mais le Mexique est l'un des pays les plus touché par cette prolifération. Dès lors, une lutte s'est organisée contre cette activité qui semble incontrôlable. De quelle nature est cette lutte ? Quelle forme prend-elle pour être efficace ? Ce que nous devons analyser et comprendre dans cette partie, ce sont les choix qui ont été faits par les autorités mexicaines, leurs raisons. La militarisation de la lutte contre le narcotrafic n'a rien d'une décision prise sur le qui-vive, mais se traduit par un véritable besoin du fait militaire en temps de crise.

### *a. Le narcotrafic au Mexique : causes et développement*

L'histoire du narcotrafic au Mexique est complexe et difficile à analyser dans la mesure où elle est très secrète. Il n'existe pas de sources, de documents, d'archives qui peuvent permettre de comprendre pleinement la dynamique. Il est toutefois nécessaire d'analyser l'évolution de cette activité et ses facteurs de développement, au Mexique particulièrement. Pour mieux comprendre l'organisation de ce trafic, et ainsi la militarisation de la lutte, il sera nécessaire de se pencher sur le cas particulier du cartel de *Los Zetas*. L'envergure de ce cartel permettra d'analyser le fonctionnement interne du narcotrafic.

---

<sup>5</sup> Hélène RIFFAUDEAU, « « Projet Cartel » : « Au Mexique, les narcotrafiquants ont infiltré toutes les sphères de l'État » », *Téléobs*, 2021

### 1) La naissance d'un marché illégal

Afin de comprendre pleinement les enjeux que soulève cette activité ainsi que son poids dans la société mexicaine, nous devons nous pencher sur son évolution et son développement.

Le trafic international a en réalité toujours été lié aux luttes de pouvoir. Il s'agit d'un moyen de conquérir ou de garder le pouvoir. En effet, le trafic de drogue est né lors des guerres de l'opium en Chine entre 1839 et 1842 lorsque l'Angleterre s'approprie des champs de pavot en Inde et vend l'opium, un puissant psychotrope, via des marchands privés à des mafias chinoises. La Chine sortant perdante des guerres de l'opium finit par développer elle-même la culture du pavot. En 1882, la France se lance dans le commerce d'opium, rapidement suivie par l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande. Les revenus des drogues participent pleinement à l'entreprise coloniale et mercantile des empires européens et l'Asie devient rapidement accro à l'opium. Dans les années 1950, en pleine guerre de décolonisation, les renseignements français découvrent que l'Indochine achète du pavot à des Laotiens qui le vendent à des mafias sino-vietnamiennes et à la mafia corse qui elles-mêmes le transforment en héroïne pour la vendre aux États-Unis<sup>6</sup>. Le trafic de drogue devient donc rapidement une activité internationale et tous les types de drogues circulent sur le marché : opium, cannabis, cocaïne, amphétamines, méthamphétamines...

Les premières années du narcotrafic au Mexique prennent pied entre 1926 et 1940. En 1912 est signé à la Haye la Convention internationale de l'Opium. À partir de ce moment-là, le Mexique commence à participer et à approuver les traités. Mais c'est en 1914 que la première loi sur le narcotrafic prend place, quand les États-Unis interdisent l'opium et la coca à usage non thérapeutique<sup>7</sup>. À cette époque, le pavot à opium est cultivé au Mexique mais pas la coca. En 1920, le Mexique interdit la production et la vente de marijuana puis en 1926 de l'opium. Durant les deux premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle, la production et la commercialisation de stupéfiants n'étaient pas illégales au Mexique et nous pouvions trouver des produits dérivés *d'amapola* (qui donne l'héroïne et la morphine) et de cocaïne

---

<sup>6</sup> Julie LERAT et Christophe BOUQUET, « Histoire du trafic de drogue », *ARTE*, 2020

<sup>7</sup> Harrison Narcotics Tax Act

en boutique<sup>8</sup>. Dans ces années-là, le trafic de drogue correspond à celui de la communauté chinoise dont la base principale se trouvait à Sinaloa et qui s'est appropriée une grande partie de l'activité dans sa première phase : la production de pavot et de gomme d'opium par un réseau de distribution pour la consommation locale. Entre 1940 et 1980, le crime organisé mexicain dédié au trafic de drogue a connu une croissance spectaculaire, notamment en raison de l'augmentation de la demande d'opium puis de marijuana de la part des États-Unis, qui ont fait de ce pays le premier consommateur mondial. Cela permet aux familles de cartels de se consolider et de travailler avec les filières colombiennes. Les années 1980 ont été une période d'expansion du narcotrafic en raison d'un nouveau phénomène qui est l'entrée en jeu massive du Mexique dans le trafic de cocaïne, multipliant ainsi ses revenus, son pouvoir notamment grâce à son association avec les cartels colombiens. Le narcotrafic devient donc à ce moment-là au Mexique une entreprise transnationale et l'une des organisations criminelles les plus puissantes du monde<sup>9</sup>. A partir des années 1990, au Mexique le trafic de drogue s'est répandu et a acquis une notoriété publique comme jamais auparavant ; tout d'abord grâce aux États-Unis qui continuaient d'avoir une demande très forte, de plus à la suite de la fragmentation de l'organisation Sinaloa créant ainsi ce que les économistes appellent les « barrières à l'entrée », c'est-à-dire qu'en l'absence de monopole, de nouvelles entreprises ont commencé à participer au marché et enfin, le marché est devenu concurrentiel avec la suppression de ces barrières. Aujourd'hui, le narcotrafic est devenu sans pitié. Ce n'est plus seulement un commerce mais un moyen de pression. Les populations ne sont plus épargnées et les homicides augmentent considérablement. Tous ces facteurs chronologiques expliquent pourquoi aujourd'hui le narcotrafic au Mexique a pris une place si importante aussi bien au niveau national qu'international.

---

<sup>8</sup> G. Valdés CASTELANOS, *Historia del narcotráfico en México*, Mexico, Editorial Aguilar, 2013

<sup>9</sup> *Ibid.*

## 2) Le cas particulier du Mexique : les facteurs locaux du développement du narcotrafic

Si nous avons pu comprendre comment le narcotrafic a pu s'implanter au Mexique, il est nécessaire également de se demander pourquoi cette activité a pris une place aussi importante, particulièrement au Mexique. Pour cela, nous allons essentiellement nous pencher sur les facteurs locaux de développement du narcotrafic.

Le trafic de drogue au Mexique s'explique tout d'abord par la pauvreté dans les campagnes et une structure corporative de contrôle politique des paysans qui a bloqué le développement de ce secteur<sup>10</sup>. Car en effet, il existe une contradiction structurelle entre le capitalisme et la paysannerie qui se termine toujours par l'oppression et l'exclusion de cette dernière<sup>11</sup>. Au Mexique, l'État a toujours subordonné les paysans. Avant la Révolution de 1910, les grands propriétaires accaparent les terres agricoles des paysans, en vertu de la politique agraire du régime de Porfirio Diaz, dictateur au Mexique de 1876 à 1911. Des années 1930 aux années 1970, cela s'est fait par le biais de la manipulation politique et du corporatisme. À présent, nous sommes dans une phase néolibérale, où l'État exploite les paysans et les exclut malgré la démocratie. Depuis le début du XXème siècle, marijuana et *amapola* (pavot) sont cultivés par les paysans pauvres dans le « triangle d'or », c'est-à-dire les états de Sinaloa, Chihuahua et Durango<sup>12</sup>. Les paysans jouent donc un rôle actif dans le processus du trafic de drogue. De plus, l'insécurité croissante à laquelle fait face le Mexique oblige les paysans à se défendre seuls contre les narcotrafiquants et à prendre les armes. La pauvreté, le manque de contrôle politique des activités illégales qui se déroulent sur le territoire, sont autant de facteurs qui justifient l'explosion des violences au Mexique et l'expansion du narcotrafic.

---

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> Victor QUINTANA, "Paysans et citoyens au Mexique : stratégies paysannes de résistance à la mondialisation à l'Ouest de l'État de Chihuahua", *Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3*, 2009

<sup>12</sup> ANNEXE 1, Le triangle d'or Sinaloa/Chihuahua/Durango

Cette violence endémique s'explique également par une véritable culture de l'illégalité profondément enracinée au Mexique. Comme nous l'avons vu, le narcotrafic s'est développé très tôt au Mexique et l'instabilité de l'État a permis aux narcotrafiquants d'avoir un poids et une influence sur toutes les sphères de la vie publique.

Le développement du narcotrafic peut aussi s'expliquer par l'existence de larges couches de jeunes ayant peu de possibilité de développement personnel et collectif, en raison d'un système éducatif très en retard et d'une économie qui ne leur offre pas de possibilité de participation au secteur formel. En effet, malgré certains progrès, il est enregistré en 2007 que près d'1,7 million de garçons et 1,4 million de filles âgés entre 5 et 17 ans ne suivent pas de scolarité. De plus, entre 1 et 2% de la population âgée de 6 à 11 ans ne va pas à l'école soit parce qu'ils prennent les responsabilités dans le travail agricole, soit en raison d'un handicap physique<sup>13</sup>. Le président Calderón a reconnu que le pays compte 7 millions de « ninis », des jeunes qui n'étudient pas et ne travaillent pas. C'est un terrain idéal pour le trafic de drogue. Ces Mexicains sans but n'ont pas d'autre choix que de devenir des tueurs à gage pour trouver un emploi<sup>14</sup>. De plus, sur 10 élèves indigènes en primaire, 5 auront une éducation secondaire. Cela est lié au fait que les professeurs ne parlent pas les langues des régions où ils enseignent. À la place, les enfants sont armés par leurs parents afin de lutter contre les narcos qui tentent d'accaparer leurs terres.

La corruption est également un facteur essentiel pour comprendre le développement du narcotrafic au Mexique. En effet, de nombreux hommes d'affaires se retrouvent complices des narcos et facilitent le blanchiment d'argent, profitant ainsi des économies régionales de la drogue.

Tous ces facteurs sociaux et économiques ont également contribué à définir le visage du trafic de drogue mexicain. Toutefois, les facteurs locaux ne sont pas les seuls acteurs qui permettent d'expliquer pourquoi le narcotrafic est omniprésent au Mexique.

---

<sup>13</sup> Enquête nationale sur la profession et l'emploi, 2007

<sup>14</sup> Ricardo RAVELO, Zetas, *La franquicia Criminal*, Ediciones B, 2013



### 3) Le rôle des États-Unis : entre consommation et *War on drugs*

L'histoire du narcotrafic au Mexique peut également s'expliquer par le rôle majeur de son voisin : les États-Unis. Il est vrai que les instabilités nationales auxquelles le Mexique fait face sont essentielles pour comprendre le développement du narcotrafic dans le pays. Toutefois, c'est en très grande partie à cause des États-Unis que cette activité est devenue un véritable marché transnational.

Comme nous l'avons dit précédemment, les États-Unis sont le premier client du narcotrafic mexicain, leur demande est conséquente. Ainsi, la raison d'être des trafiquants de drogue mexicains est le marché américain de la marijuana, de la cocaïne, des méthamphétamines et de l'héroïne. Par conséquent, la taille et les caractéristiques des entreprises de trafic de drogue sont déterminées par les exigences productives et logistiques qui leur ont permis de livrer ces drogues aux consommateurs américains. Sans le boom de la consommation d'opiacés dans les années 1940 et 1950, le boom de la consommation de marijuana dans les années 1960 et 1970 et la consommation de cocaïne dans les années 1980, la croissance et le renforcement du trafic de drogue au Mexique ne peuvent être expliqués. Mais il existe un deuxième phénomène qui est la politique menée par la Maison Blanche en matière de lutte contre la drogue, car elle a entraîné des répercussions importantes sur le gouvernement mexicain et ses politiques, ainsi que sur l'industrie du trafic de drogue<sup>15</sup>. La guerre contre la drogue déclarée par Richard Nixon et Ronald Reagan, ou les processus de "certification" du comportement anti-drogue des gouvernements latino-américains par la Maison Blanche, ont radicalement affecté la manière dont le gouvernement mexicain a fait face au défi du trafic de drogue, ainsi que les stratégies suivies par les organisations criminelles pour se défendre des attaques des deux gouvernements et qui continuent à se développer.

---

<sup>15</sup> G. Valdés CASTELANOS, *Historia del narcotráfico en México*, Mexico, Editorial Aguilar, 2013

Qu'est-ce que cette *War on drugs* ? Le concept a pris place aux États-Unis premièrement au cours des guerres de l'opium. La première étape de cette lutte avait pour objectif la prohibition, c'est-à-dire l'éradication totale des drogues. En 1969, le président Nixon lance *Operation Intercept*, qui vise à lutter contre le trafic de cannabis en fouillant les véhicules traversant la frontière mexicaine. Créant une crise dans les relations entre les deux pays, du fait de la paralysie de l'activité économique du Mexique sur la zone frontalière, l'opération s'est finalement révélée être un échec mais a permis de lancer la dynamique de lutte opérationnelle contre les drogues. A partir de 1970, le Mexique lance l'Opération Condor afin de lutter contre la culture d'opium et de cannabis dans le « triangle d'or ». Mais c'est à partir de 1971 que le président Nixon lance une véritable guerre contre les drogues afin de réduire l'offre de la drogue. Toutefois, la consommation de drogue est justement repartie à la hausse dans les années 1970 à la suite de la diversification des zones de production et à l'augmentation de la disponibilité des produits illégaux sur le marché mondial en termes de prix et de qualité. Cette guerre a été promue par l'administration Reagan entre 1981 et 1989, qui a mené à une militarisation de la lutte contre le trafic perçu comme une menace contre la sécurité nationale<sup>16</sup>. Toutefois, cette guerre contre les drogues reste un échec dans la mesure où le trafic de drogue est resté une activité internationale avec une large demande, notamment de la part des États-Unis.

Le développement du narcotrafic au Mexique peut donc s'expliquer par des facteurs locaux, comme la pauvreté, l'instabilité du système éducatif, la corruption, mais également par des facteurs internationaux, notamment avec la consommation accrue de drogue des Américains, contre laquelle l'État lutte pourtant, sans succès.

---

<sup>16</sup> Pierre-Arnaud CHOUVY, « L'échec de la guerre contre la drogue », *Après-demain*, 2017

## *b. Le Mexique : l'empire des cartels, l'exemple de Los Zetas*

Après être revenu brièvement sur les origines du narcotrafic et son développement au Mexique ainsi sur les différents facteurs qui ont influencé son expansion, nous allons analyser plus précisément la façon dont s'organise le trafic de drogue au niveau national. Pour cela, nous étudierons les fameux cartels de la drogue, et plus particulièrement le cartel de *Los Zetas*.

### 1) Création et développement à partir de 1997

Les opérations de trafic de drogue sont contrôlées par les cartels de la drogue. Ces cartels opèrent principalement en Amérique latine et surtout au Mexique et en Colombie, mais aussi en Afghanistan et en Asie du Sud. Ces organisations criminelles s'organisent de différentes façons, n'ont pas toutes les mêmes pratiques mais exercent toutes une influence sur un territoire donné et sur la société mexicaine. Il est important de noter qu'au Mexique, les cartels sont très nombreux et s'étendent sur l'ensemble du territoire<sup>17</sup>. C'est pour cette raison qu'il s'agit d'un pays sujet à de fortes violences. Les territoires des différents cartels se chevauchent perpétuellement, créant rivalités, conflits et débordements sur les civils. Les deux cartels les plus influents du Mexique sont le cartel de Sinaloa, qui s'est développé dès les années 1960 et dont le territoire dépasse le Mexique, allant jusqu'en Europe et aux États-Unis, ainsi qu'au Venezuela, en Colombie et en Argentine. Le deuxième cartel le plus influent du Mexique est le cartel de *Los Zetas*, que nous allons présenter plus précisément.

En 1997, le président Ernesto Zedillo décide de militariser la lutte contre le trafic de drogue au Mexique. Pour cela, le gouvernement met en place un système national de sécurité public et envoie des renforts militaires dans la police, notamment le long des frontières. Au même moment, le chef du cartel du Golfe, Osiel Cardenas Guillén, afin de contrer cette nouvelle forme de lutte, met en place un plan criminel dans l'État du Tamaulipas<sup>18</sup> : recruter des militaires au service du narcotrafic. De cette façon, le cartel du Golfe recrute la première génération de *Los Zetas*. Arturo Guzman Decena est aujourd'hui considéré comme le fondateur et le premier leader de *Los Zetas*. Il était en effet le bras droit de Guillén jusqu'à

---

<sup>17</sup> ANNEXE 2, Les cartels mexicains, sur l'ensemble du territoire

<sup>18</sup> ANNEXE 3, L'Etat de Tamaulipas

son assassinat en 2002 par l'armée mexicaine dans l'État de Tamaulipas. Dans un premier temps, *Los Zetas* avaient donc pour mission de protéger le cartel du Golfe de la militarisation de la lutte contre le narcotrafic. En 2003, Osiel Cardenas Guillén est arrêté. A partir de ce moment, *Los Zetas* s'émancipent progressivement du cartel du Golfe et prend une place de plus en plus active dans le trafic de stupéfiants. À partir de 2003, le cartel de *Los Zetas* gagne en influence jusqu'à devenir l'un des cartels les plus influents du Mexique. En 2010, *Los Zetas* quittent définitivement le cartel du Golfe. Toutefois, la militarisation de la lutte contre le narcotrafic au Mexique, qui s'est surtout développée, comme nous allons le voir, entre 2006 et 2018, a mené le cartel à s'éparpiller progressivement et à éclater en diverses cellules. Ce qui explique l'expansion rapide de ce cartel, est la façon dont il s'organise.

## 2) Une organisation paramilitaire, presque mafieuse

Lorsque Guillén décide de recruter des militaires au service du narcotrafic, il crée un véritable changement dans l'organisation du trafic de drogue au Mexique. Le fait de recruter des militaires déstabilise totalement l'État, qui essaye quant à lui de militariser la lutte. Nous avons donc des militaires qui affrontent d'autres militaires, ce qui rend la lutte et le conflit extrêmement complexe et violent.

Guillén a en effet commencé à recruter d'anciens soldats et des déserteurs au sein du *Cuerpo de Fuerzas Especiales* (GAFE) de l'armée mexicaine. Cette militarisation a vite rendu les activités de *Los Zetas* plus extrêmes. En 2007, lors d'une attaque, certains membres du cartel de *Los Zetas* ont massacré 5 policiers et 2 assistants administratifs à Acapulco. La même année, Jacinto Grenade, un capitaine d'infanterie au Mexique est enlevé et tué par les membres du cartel. Étant donné que la majorité des membres du cartel sont d'anciens militaires, cela signifie qu'ils ont été formés par l'armée et connaissent les stratégies et modes de fonctionnement de l'armée mexicaine. C'est cet élément qui les rend à la fois aussi violents et aussi difficiles à contrôler. Il ne s'agit donc pas d'un cartel avec un schéma typique, c'est-à-dire avec des délinquants, des gens issus d'un milieu pauvre, il s'agit véritablement d'une organisation paramilitaire.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'anciens membres des forces spéciales de l'armée mexicaine qui rejoignent *Los Zetas*. Certains membres, tel que Heriberto Lazcano Lazcano, aussi appelé l'Exécuteur, sont d'anciens commandos issus d'une élite des forces spéciales de l'armée de l'air, entraînée par les États-Unis. Ces hommes sont absolument surentraînés. Au fur et à mesure, *Los Zetas* construisent des camps dans le but de former les nouvelles recrues dans les domaines de la communication, de la tactique militaire, la maîtrise des armes. Ainsi, les membres du cartel ont commencé à se diversifier et des soldats des unités spéciales guatémaltèques, les Kaibiles, rejoignent ces camps<sup>19</sup>. Rapidement, *Los Zetas* ouvrent de nouvelles routes pour la contrebande, se mettent à attaquer d'autres cartels et mettent en place un système de comptabilité sophistiqué. De plus, ils ont un schéma de vente illégale de protection privée et d'extorsion de fonds. En cela, le cartel de *Los Zetas* s'apparente à un groupe proto-mafieux, ce qui appuie l'idée d'une mutation des cartels. Il s'agit d'un cartel très organisé et très au point sur le plan opérationnel. Leur niveau militaire est impressionnant et ils mettent en œuvre de nombreux moyens afin d'exercer leur domination. En effet, « Les Zetas ont amené une capacité opérationnelle de niveau militaire. Les autres cartels ignoraient tout de cela. Cette stratégie a révolutionné le commerce de la drogue »<sup>20</sup>. De plus, *Los Zetas* ont un système de communication qui leur donne un grand avantage sur les autres cartels. Il s'agit en effet d'un réseau radiophonique qui, contrairement aux téléphones portables qui peuvent être traçables, est beaucoup plus sécurisé. Ce réseau de communication permet aux *Zetas* d'avoir un tel pouvoir.

### 3) Territoires et activités : rivalités avec les autres cartels et extrême violence

Toutefois, ce gain de pouvoir qu'a rapidement connu le cartel de *Los Zetas* a été accompagnée par une véritable augmentation des violences. En gagnant du pouvoir, le cartel du Golfe a commencé à perdre en influence. Ainsi, le cartel de *Los Zetas* est devenu l'un des cartels les plus influents du Mexique, avec son rival le cartel de Sinaloa. Entre 2006 et

---

<sup>19</sup> Damon TABOR, « Comment les Zetas ont mis en place un réseau de communication secret », *Ulyces*, 2014

<sup>20</sup> Robert BUNKER, professeur à l'Institut des Etudes Stratégiques du U.S Army War College

2011, le cartel de *Los Zetas* a fait plus de 45 000 morts<sup>21</sup>. En novembre 2011, *Los Zetas* ont massacré une cinquantaine de personnes en deux jours et ont laissé les corps abandonnés dans trois véhicules en plein centre de Guadalajara. Les cibles du massacre sont le cartel de Sinaloa. Mais où s'étale l'influence du cartel de *Los Zetas* au Mexique ?

Le cartel est surtout actif autour de Nuevo Laredo, qui se situe au Nord du pays, près de la frontière avec les États-Unis. De plus Matamoros, qui se situe au Nord-Est du pays, sur le littoral à la frontière avec les États-Unis, est également l'un des nœuds de l'activité du cartel de *Los Zetas*<sup>22</sup>. En effet, la proximité avec les États-Unis facilite les échanges et les transports de marchandises. Étant donné que les États-Unis sont les premiers clients des narcotrafiquants Mexicains, il est essentiel d'avoir un point de contact à la frontière afin d'exercer une véritable influence et d'avoir un réel poids dans le trafic de drogue. Toutefois, les activités du cartel s'étendent dans toute la région du Golfe du Mexique, c'est à dire dans les États de Tamaulipas, de Veracruz et de Tabasco. Comme nous l'avons dit, c'est cette présence dans l'État de Tamaulipas, où se trouve Matamoros, qui permet le contact avec les États-Unis et l'influence du cartel au Texas. Le cartel de *Los Zetas* est également installé dans les zones côtières du Pacifique, c'est à dire dans le Michoacán et le Guerrero. Le cartel de *Los Zetas* a été amené à affronter d'autres cartels pour le contrôle d'un territoire. Par exemple, le cartel a affronté à de nombreuses reprises le cartel de Sinaloa à Monterrey, dans le Nord du pays.

C'est en 2012 que *Los Zetas* ont véritablement atteint leur apogée et le sommet de leur pouvoir. À ce moment-là, ils sont le plus grand cartel de trafic de drogue du Mexique, et ont réussi à surpasser leur rival, le cartel de Sinaloa. Comme nous l'avons dit, ce gain de pouvoir va de pair avec une augmentation significative des violences. En effet, le cartel de *Los Zetas* est considéré comme le cartel le plus violent du Mexique, avec des pratiques particulièrement cruelles. Dans ces pratiques, nous pouvons compter la traite d'êtres humains, la torture et le cannibalisme. Ils font également du chantage aux commerçants qui

---

<sup>21</sup> Diego Enrique OSORNO, *La guerra de Los Zetas*, 2012

<sup>22</sup> ANNEXE 4, Nuevo Laredo et Matamoros, les principaux bastions du cartel de Los Zetas

doivent payer un « droit d'utilisation », sous peine de voir leurs familles séquestrées<sup>23</sup>. Le cartel a donc fait croître l'insécurité dans les villes où il sévit. Toutefois, il a progressivement perdu en influence suite à la capture récurrente des chefs du cartel. Ce manque de leadership a fait perdre du terrain à *Los Zetas* et a permis à d'autres cartels de gagner en puissance, comme le cartel de Jalisco, la nouvelle menace qui pèse sur le Mexique.

### *c. La place du fait militaire dans la société mexicaine*

Le narcotrafic au Mexique a connu un véritable essor, a pris une place centrale au sein de la société et exerce une pression évidente sur l'État. Les cartels sont les acteurs principaux du trafic de drogue, et recouvrent l'ensemble du territoire mexicain, contrôlant les routes et les frontières, plongeant le Mexique dans l'insécurité et la violence. Comment répondre à cette menace ? Il semble que les forces de polices locales peinent à maîtriser et réprimer ces activités d'envergure et leurs acteurs. L'intervention du fait militaire dans la gestion de la sécurité intérieure peut donc se révéler nécessaire.

#### 1) L'inefficacité du pouvoir local et l'impunité de la délinquance

La lutte contre le narcotrafic est censée être du ressort des forces de polices locales. Jusque dans les années 2000, ce sont ces forces-là qui se sont acharnées à tenter de démanteler les cartels et de réduire les violences liées au trafic de drogue, sans succès. Bien au contraire, les cartels n'ont cessé, comme nous l'avons vu, de se multiplier et de muter avec des techniques toujours plus sophistiquées, plus modernes. De véritables réseaux se sont mis en place non seulement au sein du Mexique mais au sein de l'Amérique latine en général. Cette ampleur qu'a pris le trafic de drogue est bien le symptôme du fait que la police ne suffit plus et n'a pas les moyens suffisants pour lutter contre le phénomène. Mais il ne s'agit pas du seul problème qui empêche une lutte efficace contre le trafic de drogue. En

---

<sup>23</sup> *The Conversation*, « "Mourir est un soulagement" : 33 ex-narcos témoignent de l'échec de la guerre contre la drogue », 2020

effet, la corruption est très présente auprès de certaines autorités mexicaines. Il n'existe pas encore de moyens vérifiables de savoir si les présidents ou hauts cadres ont perçu des pots de vin, mais ce qui est avéré, est que les autorités locales ont bien été victimes de corruption. Par exemple, Tomás Yarrington, ancien gouverneur de l'État de Tamaulipas, a été extradé en 2018 vers les États-Unis, accusé de trafic de drogue, de blanchiment d'argent et de fraude bancaire. Il est en effet très rare de trouver des narcotrafiquants qui n'ont pas d'appui auprès des autorités locales. Les narcotrafiquants les paient afin de sécuriser les transactions. Cette corruption endémique a grandement altéré la sécurité intérieure du Mexique et a permis l'expansion du narcotrafic. Ce qui est significatif ici, c'est l'impunité de la délinquance et la faiblesse des institutions.

Les différents types d'intervention des institutions de sécurité et de justice, ont donc subi des échecs, déficiences, omissions, succès mais aussi des complicités, dans la lutte contre la criminalité mexicaine. Le crime organisé a une autre facette, c'est à dire la faiblesse institutionnelle à laquelle il fait face. Le Mexique n'a donc pas été confronté à une seule tragédie, celle de milliers de criminels semant une violence qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de Mexicains, mais à deux, car la faiblesse et l'inefficacité ancrées d'une grande partie de la police, des ministères publics et des systèmes judiciaires et pénitentiaires, qui ont entraîné la méfiance des citoyens à l'égard de leurs institutions de sécurité et de justice, sont également présentes<sup>24</sup>.

## 2) La place du chef militaire dans la crise : maintien de l'ordre et confiance du peuple ?

Au sein d'une conférence sur la gestion de crise et la prise de décision à l'IHEMI en mai 2021, Hervé Arnaud-Jouffray et le Général Cavallier ont pu intervenir sur la place du chef militaire en temps de crise. Il s'avère qu'aujourd'hui, la notion de crise couvre tous les domaines et surtout, elle est imprévisible. En temps de crise majeure, le chef militaire est au cœur de la décision et de l'action. Sa formation dans la gestion de crise lui donne la capacité d'agir rapidement et d'analyser les risques avec efficacité. Il est entraîné pour faire face à

---

<sup>24</sup> G. Valdés CASTELANOS, *Historia del narcotráfico en Mexico*, Mexico, Editorial Aguilar, 2013



des cas de force majeures. Le rôle du militaire est de maintenir l'ordre et de garantir la sécurité de la population. En cela, le militaire va avoir la confiance du peuple. Il est une figure de sécurité, sa présence rassure le peuple. Mais cela veut-il pour autant dire qu'il a sa place dans la gestion de la sécurité intérieure d'un pays ? Normalement, cela est réservé aux autorités locales, comme nous avons pu le voir, mais que se passe-t-il lorsque celles-ci faillissent ? Le militaire a-t-il alors sa place ? Prenons l'exemple du terrorisme interne en France. Rapidement, l'État a développé un plan Vigipirate avec des forces armées en patrouille sur l'ensemble du territoire afin de soutenir les forces de sécurité locales.<sup>25</sup> Nous pouvons faire l'analogie avec la militarisation de la lutte contre le narcotrafic au Mexique et le soutien des forces armées aux forces de police locale. Il est indéniable que cette intervention du militaire est efficace dans la mesure où elle permet un véritable renfort et peut être une force de dissuasion pour les criminels. De plus, la population se sent davantage en sécurité étant donné qu'elle avait pu observer la faiblesse de certains policiers corrompus et l'augmentation des violences. Toutefois, cette présence armée va-t-elle véritablement changer la donne ? Nous analyserons davantage cela dans la deuxième partie de ce mémoire. Ce qu'il est important de comprendre ici, c'est qu'il est possible que les forces locales ne soient pas suffisantes pour gérer les crises internes. Cela justifie le fait que l'État puisse faire appel au militaire afin de gérer une crise de façon plus soutenue.

### 3) Les forces armées latino-américaines : la doctrine de la sécurité nationale

Il ne s'agit pas pour autant d'un fait absolument nouveau. En effet, ce n'est pas la première fois que l'armée a été réquisitionnée afin d'assurer la sécurité nationale. C'est dans les années 1960 et 1970 que la doctrine de la « sécurité nationale » prend tout son sens<sup>26</sup>. Cette notion prend en effet une nouvelle tournure, une nouvelle définition suite à l'influence des États-Unis sur l'Amérique latine au cours de la guerre froide. La notion de sécurité s'élargit à ce moment-là et s'étend aux champs politiques, économiques, sociaux et militaires. Ainsi, les forces armées latino-américaines commencent à lutter près des États-

---

<sup>25</sup> Christophe RICHER, « L'utilisation des militaires en gestion de crises », *Centre Thucydide*, 2021

<sup>26</sup> Gustavo Eduardo ORDONEZ MARTINEZ, « Les guerres contre la drogue, armées sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », *IFRI*, Aout 2018

Unis contre la propagation du communisme, vue comme un véritable ennemi intérieur. Mais progressivement, ces stratégies militaires et policières deviennent des éléments clés du fonctionnement des États d'Amérique latine. Le militaire devient un acteur essentiel pour les États, mettant en place ce que l'on appelle la « guerre sale », avec pour objectif principal l'élimination de tout opposant politique par un contrôle social généralisé. Progressivement, la doctrine de la sécurité nationale se consolide en Amérique latine avec la mise en place de différentes opérations civilo-militaires notamment en Colombie et au Mexique. Au Mexique, cela se concrétise par exemple par le *Plan Telaraña* en 1972 qui a pour objectif de localiser et capturer les malfaiteurs-guérilleros. Mais c'est véritablement à travers le Plan Cóndor qui se déroule entre 1975 et 1983 que la doctrine de la sécurité nationale s'épanouit, visant à exterminer la délinquance. Ces méthodes vont servir de modèle aux dispositifs sécuritaires latino-américains modernes<sup>27</sup>. En effet, ce sont par ces méthodes de renseignements et d'opérations, que s'est mis en place la lutte contre le narcotrafic et surtout la guerre contre le crime organisé au Mexique. Il est évident que le narcotrafic est aujourd'hui au Mexique la principale menace qui pèse sur la sécurité nationale. Il n'est donc pas étonnant que l'État mexicain ait fait appel aux forces armées afin de lutter contre le trafic de drogue. Comme nous venons de le voir, l'intervention des forces armées dans la gestion de la sécurité intérieure n'est pas un fait nouveau. Il s'agit en réalité d'une continuité.

\* \* \*

Cette première partie nous aura permis dans un premier temps de faire un point historique sur l'essor du narcotrafic, son développement et son expansion en Amérique latine et plus particulièrement au Mexique. Nous avons analysé le fonctionnement intérieur du trafic de drogue dans le pays et l'organisation en cartel, avec l'exemple pertinent du cartel de *Los Zetas*. Mutation des cartels, extrême violence, corruption, il s'agit d'autant de défis qui rendent la lutte contre le narcotrafic difficile. Ainsi, nous avons pu envisager la nécessaire intervention du fait militaire dans ce type de lutte, de guerre. Ce qu'il nous faudra analyser à présent, sont les formes de militarisation qui se sont mises en place tout au long du XXI<sup>ème</sup> siècle. Quelles ont été les différentes stratégies, et surtout, ont-elle été finalement efficaces ?

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

## II. Vers l'intervention des forces armées dans la gestion de la sécurité intérieure

Pour faire face à l'échec de la lutte contre le narcotrafic de la part des autorités locales et du fort taux de corruption de ces dernières, une nouvelle stratégie doit être mise en place par l'État afin de lutter contre cette crise endogène qui grignote chaque jour un peu plus de terrain, plongeant le pays dans l'insécurité et la violence. À partir des années 2000, les maîtres mots deviennent alors la sécurité et la justice, qui n'ont cessé d'être mis en péril. À partir de là, la lutte va progressivement s'intensifier, tout en restant périlleuse. Les échecs se multipliant, la militarisation va prendre une place de plus en plus importante dans la lutte contre le trafic de drogue et les opérations militaires vont se succéder au rythme des mandats présidentiels. Ce que nous allons analyser dans cette deuxième partie, ce sont les différentes stratégies des présidents mexicains entre 2000 et 2018, de Vicente Fox à Enrique Peña Nieto et leur efficacité. Si la militarisation semblait peut-être timide au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, elle va prendre une place de plus en plus centrale. Malgré des efforts certains afin de maîtriser les activités illégales et les violences, les stratégies, opérations et lois mises en place par les différents chefs d'État sont souvent controversées et leur pertinence est souvent remise en question par la population. Il s'agira donc de suivre l'évolution de la politique antidrogue au Mexique.

### *a. La présidence Vicente Fox (2000-2006) : l'inefficacité de la lutte*

Le 2 juillet 2000, Vicente Fox est élu président de Mexique pour 6 ans, avec 44% des voix, prend ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre de la même année et succède à Ernesto Zedillo. Dès le début de son mandat, Vicente Fox affiche la volonté de résoudre la question de la criminalité organisée au Mexique et de renforcer la lutte contre les activités illégales, notamment le trafic de drogue. Ainsi, son mandat sera marqué par un certain nombre de mesures et d'opérations afin de mener à bien son projet. Si ces projets se sont avérés finalement inefficaces, il permettra toutefois à son successeur Calderón, de prendre la relève, de poursuivre et surtout d'intensifier la lutte contre le narcotrafic au Mexique.

### 1) Déclaration de guerre au crime organisé

Le nouveau président Vicente Fox et son gouvernement mettent rapidement en avant un certain nombre de volontés et d'objectifs en ce qui concerne le trafic de drogue. En effet, le gouvernement Fox semble bien comprendre que les enjeux en ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle au Mexique sont à la fois la sécurité et la justice. Ainsi, il est tout d'abord établi que le trafic de stupéfiants n'est pas une affaire de sûreté nationale mais véritablement de sécurité publique<sup>28</sup>. En quoi consiste la nouvelle stratégie ? Le gouvernement a décidé de démanteler le Service spécial pour les délits contre la santé (FEADS), celui de lutte contre la délinquance organisée (UEDO) et le blanchiment (UELD). Ces derniers seront regroupés dans une nouvelle institution du ministère de la Justice car le gouvernement estime que 15% du personnel qui travaille au sein de cette institution sont complices des cartels de la drogue.

Lutter contre la corruption est selon Vicente Fox le premier pas à faire vers une lutte efficace contre le narcotrafic. Il s'agit selon lui d'une véritable déclaration de guerre contre le trafic de drogue afin d'assurer la sécurité publique. Le gouvernement agit donc sur deux fronts : mener une guerre contre les cartels de la drogue qui a permis entre 2000 et 2002 d'arrêter 10 500 délinquants et de saisir 36 tonnes de cocaïne, 717 kg d'opium et 439 kg d'héroïne, et nettoyer les institutions de toute corruption.

Afin de lutter plus efficacement contre le trafic de drogue, le président mexicain et son homologue colombien Andres Pastrana ont décidé en 2001 de créer un Groupe de sécurité et de Justice afin de combattre ensemble le trafic de drogue. Il s'agit, en effet, d'un projet pertinent dans la mesure où la Colombie et le Mexique sont les deux pays les plus frappés par le narcotrafic en Amérique Latine. Le directeur de la Prévention des délits affirme que les revenus des narcotrafiquants au Mexique en 2000 sont de 30 milliards de dollars, soit un quart du budget fédéral du pays.

---

<sup>28</sup> Luis ASTROGA, « Les limites de la politique antidroque au Mexique », *Revue internationale des sciences sociales*, 2001, pages 469 à 476

Toutefois, est-ce suffisant ? Barry McCaffrey, le directeur du Bureau de la politique nationale de contrôle des drogues américain de l'époque, avait déclaré que les changements suggérés par Fox en matière de justice et de sécurité ne déboucheraient sur des résultats concrets qu'au bout de 5 à 15 ans<sup>29</sup>. Il semble donc que les mesures mises en place par Vicente Fox soient certes bonnes, mais ne vont pas assez loin afin de lutter efficacement contre le trafic de drogue au Mexique. En effet, il semble qu'au contraire, malgré les saisies, de plus en plus de drogues sont présentes sur le territoire mexicain. Malgré les arrestations, les réseaux de trafiquants de drogues n'ont cessé de se multiplier. Lutter contre les cartels n'est pas suffisant. Pour saisir le problème à sa source, il faudra s'attaquer au blanchiment d'argent qui représente à priori en 2003 5% du PIB du Mexique<sup>30</sup>.

## 2) « Operativo Mexico Seguro »

En 2005, Vicente Fox soutient toujours son idée de lutter sans relâche contre le crime organisé au Mexique. Il décide de lancer une nouvelle opération : *Operativo Mexico Seguro*, l'opération Mexique sûr. Il s'agit d'une opération policière et militaire lancée au mois de juin 2005 dont le but est de contenir les violences liées au trafic de drogue, qui ne cessent d'augmenter<sup>31</sup>. Il s'agit d'une nouvelle méthode du gouvernement afin d'assurer la sécurité de la population. Le plan a donc pour objectif de s'attaquer au blanchiment d'argent, dans la mesure où il s'agit du cœur même du problème du narcotrafic au Mexique et que ses tentatives précédentes n'avaient pas été un franc succès. Il espère également faire taire ses opposants politiques qui affirment que l'augmentation des violences et des réseaux de trafic de drogue est liée à une inefficacité de l'appareil étatique de contenir la violence qui devient hors de contrôle. Les forces civilo-militaires sont particulièrement mobilisées au Nuevo

---

<sup>29</sup> Luis ASTROGA, « Les limites de la politique antidrogue au Mexique », Revue internationale des sciences sociales, 2001, pages 469 à 476

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *El Universal*, « Lanza Fox operativo Mexico Seguro », 2005

Laredo, dans l'État de Tamaulipas dans la mesure où il s'agit d'une zone sujette à de nombreux conflits entre les différents cartels de la drogue.

Peu après le lancement de l'opération, les résultats ne se font toujours pas ressentir et le président Fox décide alors de radicaliser l'opération à la suite des violences qui se perpétuent<sup>32</sup>. Dès lors, le nombre de policiers et militaires mobilisés commence à augmenter.

Ce qu'il est intéressant d'analyser est la relation entre les forces de police et les forces armées. Elles ne sont en effet pas habituées à collaborer et à travailler ensemble dans la mesure où leurs objectifs et missions restent distincts et chacun exerce sa fonction dans ses domaines. Les militaires ont commencé à jouer un rôle de plus en plus important et à davantage s'inscrire dans la vie politique du pays. Car en effet, en commençant progressivement à militariser la lutte contre le narcotrafic, Vicente Fox a créé un lien entre le pouvoir politique et l'armée. Il semble donc que Vicente Fox ait été le premier à envoyer l'armée lutter contre les cartels de la drogue. Nous pensons généralement qu'il s'agit de son successeur Felipe Calderón qui a véritablement enclenché la militarisation de la lutte contre le narcotrafic. Il est vrai qu'il l'a généralisé et s'est même servi de cet argument afin de soutenir son mandat. Toutefois, sa stratégie, bien qu'approfondie, s'inscrit dans la continuité de celle de Fox, malgré l'échec de son opération.

### 3) Controverses et inefficacité de l'opération

Cette opération est toutefois sujette à un certain nombre de controverses. Tout d'abord, une méfiance s'est mise en place vis à vis de la collaboration entre les forces de police et l'armée. En effet, la population craint que l'armée ne prenne trop de place dans des domaines qui, à l'origine, ne la concerne pas et dans lesquels elle ne devrait pas agir. De plus, étant donné que la corruption a largement touché les forces de polices locales, la population s'inquiète qu'elle ne pénètre l'armée à son tour.

---

<sup>32</sup> Leticia ROBLES DE LA ROSA, « Ordena Fox “radicalizar” el operativo México Seguro », *Cronica*, 2005

Malgré les déclarations faites par le président Vicente Fox selon lesquelles cette opération se ferait dans le respect des droits de l'homme, cette dernière a vivement été critiquée à cet égard. Il semble que des violations des droits de l'homme aient été commises durant l'opération<sup>33</sup>. De plus, il semble que l'opération n'ait atteint que de très maigres résultats.

Le 30 janvier 2006, lors de la XXe session du Conseil national de sécurité publique, l'Accord national pour un Mexique sûr a été approuvé, avec pour devise : « en 2006, la sécurité est la plus haute priorité ». Malgré les bonnes intentions de l'Accord national pour un Mexique sûr, pratiquement toutes les actions convenues entre les gouvernements fédéraux et étatiques avaient déjà été envisagées dans les accords des réunions du Conseil national de sécurité publique tenus la première année de l'administration Fox. Le fait de récupérer des aspects aussi fondamentaux des programmes proposés depuis des années reflète le retard dans la mise en œuvre de ces accords, malgré les ressources acquises pour ces programmes, c'est-à-dire qu'il s'agit de stratégies et d'actions qui auraient pu être appliquées il y a des années<sup>34</sup>.

Finalement, l'opération Mexique sûr n'est pas un succès. Malgré les bonnes intentions du président Vicente Fox, ses mesures n'ont pas suffi pour lutter contre le trafic de drogue au Mexique et les violences ont continué d'augmenter. L'État est-il trop faible ou les cartels sont-ils trop puissants ? Il s'agit d'un véritable bras de fer difficile et douloureux pour le Mexique. Toutefois, sa présidence a ouvert la porte à la militarisation de la lutte et donc à une nouvelle stratégie que ses successeurs vont pouvoir exploiter et développer.

---

<sup>33</sup> Kevin COLLETER, « La guerre contre le narcotrafic : une politique de Felipe Calderón en temps de transition démocratique (2006-2012) », *Linguistique*, 2016

<sup>34</sup> Hector CHINCOYA TEUTLI, « De la seguridad publica a la política criminología en Mexico : 2000-2012 (los gobiernos del Partido Acción Nacional) », *SciELO*, 2014

*b. La présidence de Felipe Calderón (2006-2012) : renouveau et militarisation*

Dans une interview télévisée, le président Calderón compare le narcotrafic à une appendicite qui s'est transformée en cancer. Il affirme : « C'est comme si le patient disait au médecin + "j'ai très mal au ventre" (...) En l'ouvrant pour l'opérer de ce qu'on croyait une appendicite, on constate que c'est un cancer, déjà très propagé », « Ce qu'il faut alors, c'est extirper, irradier, s'attaquer à toute cette maladie, et cela coûte cher, et c'est douloureux bien entendu, mais il faut le faire ».

Le 2 juillet 2006, Felipe Calderón remporte les élections présidentielles avec 35,89% des voix et bat son adversaire Andrés Manuel López Obrador. Il prend officiellement la tête de l'État mexicain le 1er décembre 2006. Il est membre du même parti que son prédécesseur Vicente Fox, le Parti Action Nationale (PAN). Sa présidence est marquée par un véritable renouveau de la politique antidrogue au Mexique par l'intensification de la militarisation, amorcée comme nous l'avons vu précédemment par Vicente Fox. Cette lutte est marquée notamment par sa collaboration avec les États-Unis.

1) Vers une véritable militarisation de la lutte

Dès sa prise de fonction en 2006, Felipe Calderón affiche clairement son intention de déclarer la guerre au trafic de drogue. Il affirme en effet dans son discours, la veille de son élection : « *Hoy, la primera demanda de nuestra sociedad y la primera obligación del gobierno es que se garantice la seguridad de las familias.* » ; « Aujourd'hui, la première demande de notre société et la première obligation du gouvernement est de garantir la sécurité des familles ». Ainsi, dès le début de son mandat, il met clairement en avant sa volonté d'assurer la sécurité de la population, en effet les violences n'ont cessé d'augmenter. Il établit donc un lien direct entre l'insécurité et le narcotrafic. C'est pour cette raison qu'il affiche clairement sa volonté d'agir contre les organisations criminelles<sup>35</sup>. Il ne met toutefois pas en avant de stratégie claire et précise comme avait pu le faire Vicente Fox, mais ce choix

---

<sup>35</sup> Kevin COLLETER, « La guerre contre le narcotrafic : une politique de Felipe Calderón en temps de transition démocratique (2006-2012) », *Linguistique*, 2016, page 45



n'est pas anodin. En effet, il semble que Vicente Fox n'avait pas pris conscience de toute l'ampleur de la menace du narcotrafic au Mexique et pensait pouvoir y remédier de façon assez rapide, notamment en lançant son opération Mexique sûr. Felipe Calderón au contraire, semble avoir compris, à la suite de l'échec de Fox, qu'il s'agira d'un processus long et difficile et que la lutte devra s'intensifier. Il emploie le mot « guerre » afin de décrire la façon dont il faut lutter contre le narcotrafic. Ce mot évoque tout de suite le recours aux forces armées. Il souhaite donc intensifier la militarisation.

Au moment où Calderón prend la tête du pays, 4 conflits majeurs opposent les différents cartels de la drogue. Nous avons les cartels de Sinaloa et Tijuana dans le Sinaloa et la Basse-Californie, le cartel de Sinaloa et les cartels encore liés Golfo et *Los Zetas* dans le Tamaulipas et le Nuevo Leon, le cartel de Sinaloa et de Juarez dans le Sinaloa et le Chihuahua et enfin le cartel de *La Familia* et *Los Zetas* dans le Michoacán<sup>36</sup>. Ces conflits ont pour objet une rivalité territoriale, chaque cartel ayant pour but d'étendre son influence et son réseau. La maîtrise de territoire est au centre du fonctionnement des cartels, ce qui fait de ces conflits des conflits très violents, dont le bilan humain est très lourd. En 2006, ces conflits ont entraîné 2000 homicides. Il met donc en place une stratégie dont l'objectif est de réduire ces violences et de ce fait, de maîtriser les conflits avec les cartels tout en gardant conscience du temps que prendra un tel processus.

Ainsi, en 2007, il ordonne la création d'un « *Cuerpo de Fuerzas de Apoyo federal* ». Il s'agit d'une unité spéciale qui dépend des forces armées et dont la mission est de soutenir les forces de polices locales. Sa stratégie comprend 4 volets, qu'il décrit dans la XXI session du Conseil National de la Sécurité Publique. Tout d'abord, il s'agit de mettre en place des opérations conjointes afin de combattre directement les cartels sur leur terrain. De plus, les capacités opérationnelles et technologiques sont renforcées. Le modèle judiciaire est également réformé en 2008, remplaçant le système inquisitoire par un système accusatoire. En 2009, la loi générale du *Sistema Nacional de Seguridad Publica* (SNSP) entre en vigueur

---

<sup>36</sup> Gustavo Eduardo ORDONEZ MARTINEZ, « Les guerres contre la drogue, armées sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », *IFRI*, Aout 2018, page 34

afin de coordonner les gouvernements à toutes ses échelles<sup>37</sup>. Enfin, une collaboration avec les États-Unis est mise en place afin de lutter plus efficacement contre les trafics de drogue. Il s'agit d'une stratégie précise et complète, qui se veut certes optimiste mais semble couvrir tous les domaines nécessaires pour une lutte plus efficace.

Felipe Calderón a l'objectif d'unir le peuple qui a été déçu par les gouvernements passés. Il octroie donc une place importante à l'unité nationale dans son mandat. En effet, sa seconde priorité est de lutter contre la pauvreté en mettant en place un plan social. Comme nous l'avons vu dans notre première partie, la pauvreté est l'un des facteurs principaux de l'expansion du narcotrafic. Lutter contre la pauvreté, c'est lutter contre le narcotrafic à sa source.

## 2) *L'Opération Conjunto Michoacán* : l'association de la police locale et de l'armée

Après avoir clairement affiché sa volonté de militariser la lutte contre le narcotrafic, le président Felipe Calderón concrétise son projet en mettant en place des opérations conjointes en mobilisant l'armée, la marine et la police fédérale afin de soutenir la police locale. Il s'agit d'une volonté d'assurer la sécurité publique en lançant un système de perquisitions et d'arrestations soutenu. Cette opération s'inscrit clairement dans la lignée de l'opération Mexique sûr lancée par Vicente Fox qui avait déjà assuré la collaboration de l'armée et de la police locale. L'opération lancée par Calderón le 11 décembre 2006, c'est à dire 11 jours après son élection, marque le début de la militarisation de la lutte. Dès le début, 5 000 hommes sont déployés dans le Michoacán<sup>38</sup>. L'opération est composée de deux parties. Il s'agit tout d'abord d'éradiquer les cultures de cannabis et de pavot, et ensuite

---

<sup>37</sup> *Artículo 1.- La presente Ley es reglamentaria del artículo 21 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos en materia de Seguridad Pública y tiene por objeto regular la integración, organización y funcionamiento del Sistema Nacional de Seguridad Pública, así como establecer la distribución de competencias y las bases de coordinación entre la Federación, las entidades federativas y los Municipios, en esta materia.*

<sup>38</sup> ANNEXE 5, L'État de Michoacán

de démanteler les réseaux de trafic en arrêtant les membres les plus importants du cartels<sup>39</sup>. En faisant cela, Calderón espère sécuriser les routes stratégiques du trafic de drogue ainsi que sécuriser les ports.

Pour cette opération, le secrétariat de la Défense nationale (Sedena) a affecté 29 avions et 246 véhicules terrestres ayant pour objectif de se concentrer dans 16 régions classées comme ayant une forte incidence de criminalité dans le Michoacán. Sedena a également déployé 131 bases d'opérations de l'armée, avec 30 personnes chacune, et 24 points de contrôle ont été établis pour limiter le trafic de drogue. La Marine a affecté 1054 éléments d'infanterie, 9 hélicoptères, 2 avions avec caméras pour la détection de nuit, 3 patrouilles d'intercepteurs et un océanique avec un hélicoptère à bord. Pendant ce temps, le ministère de la Sécurité publique a affecté 1 400 éléments à l'opération, dont 900 des forces de soutien fédérales, 300 de la sécurité régionale de la Police fédérale de prévention, et 220 unités de renseignement et d'opération de l'Agence fédérale d'enquête (AFI). Le parquet général de la République (PGR) a chargé 50 agents du ministère public d'exécuter des mandats de perquisition et d'arrêt.

C'est ici que nous retrouvons le cartel de *Los Zetas*. En effet, en 2006, le cartel est en pleine montée en puissance mais n'est pas encore totalement détaché du cartel *Del Golfo*. Au lancement de l'opération, *Los Zetas* sont en conflit contre le cartel de *La Familia* dans le Michoacán. Comme nous avons pu le voir, les moyens mobilisés afin de réduire les violences qui sévissent dans cette zone sont tout à fait considérables et ont été très coûteux pour l'État mexicain. Face à l'ampleur de cette opération, nous imaginons donc volontiers des résultats prodigieux, mais ce n'est pas le cas. Dans le conflit qui oppose *Los Zetas* et *La Familia*, seulement 13 narcotrafiquants ont été arrêtés.

Au total, entre 2006 et 2012, 45 000 militaires ont été déployés dans le cadre de ces opérations conjointes. De nombreuses ONG de protection des droits de l'homme ont porté plainte contre les forces armées, accusant les moyens mis en œuvre d'être excessifs. Nous commençons dès à présent à entrevoir les limites de la militarisation de la lutte contre le

---

<sup>39</sup> Gustavo Eduardo ORDONEZ MARTINEZ, « Les guerres contre la drogue, armées sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », *IFRI*, Aout 2018, page 35

narcotrafic car en plus d'être assez inefficaces, les interventions sont souvent excessives et sèment davantage de chaos qu'elles ne peuvent en résoudre.

### 3) L'initiative Mérida : la coopération avec les États-Unis

Parallèlement aux opérations conjointes, Calderón et le président américain Bush mettent en place un accord bilatéral afin d'intensifier la guerre de la drogue, qui sévit sur leurs deux territoires. Cet accord est engagé en mars 2007 et prend le nom de l'initiative Mérida, symbolisant la collaboration des deux partis. Le plan Mérida est toutefois né en 1999 lorsque les présidents Bill Clinton et Ernesto Zedillo se rencontrent dans un ranch près de Mérida afin de coordonner les opérations contre le trafic de stupéfiants<sup>40</sup>. Mais c'est bien le gouvernement de Calderón qui concrétise l'initiative. Le programme est voté au Parlement et environ 2 milliards de dollars ont été envoyés vers le Mexique afin de professionnaliser la police, réformer la justice et les prisons et renforcer les technologies d'information. L'initiative se divise en 4 piliers. Il s'agit tout d'abord de mettre en place un système de surveillance des eaux territoriales et un système électronique afin de surveiller les frontières. De plus, un système de recherche d'antécédents judiciaires est mis en place afin de lutter contre la corruption et d'assurer des institutions plus fiables. Environ 300 chiens sont entraînés afin de rechercher de la drogue. Enfin, un cours de culture de la légalité est mis en place dans l'enseignement secondaire. En effet, nous avons pu voir dans la première partie que la corruption, l'instabilité des institutions, la culture de l'illégalité, étaient des facteurs majeurs de développement du narcotrafic. Le Plan a donc pour objectif principal de mieux contrôler les flux à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, qui sont essentiels pour les trafiquants de drogue. Toutefois, l'initiative Mérida ne comprend pas l'intervention directe des troupes venant des États-Unis dans la mesure où l'intervention de forces armées étrangères est interdite par la Constitution<sup>41</sup>. C'est en cela que l'initiative

---

<sup>40</sup> Juan Camilo MACIAS, « Plan Colombie et Plan Mérida, Chronique d'un échec », *opalc*, page 5

<sup>41</sup> Gustavo Eduardo ORDONEZ MARTINEZ, « Les guerres contre la drogue, armées sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », *IFRI*, Aout 2018, page 38

se différencie du Plan Colombie, lancé en 2000 et prévoyant la collaboration entre les États-Unis et la Colombie dans la lutte contre le trafic de drogue.

L'initiative Mérida prévoit également des arrestations ciblées, c'est à dire des criminels jouant un rôle majeur dans le trafic de drogue et dont les arrestations pourraient déstabiliser tout le réseau. En 2012, 25 des 37 criminels les plus recherchés ont été capturés ou abattus. Néanmoins, les résultats de l'initiative Mérida ne sont pas pour autant positifs ou convaincants. L'initiative reste un échec, dans la mesure où les violences liées au trafic de drogue ont presque triplé entre 2006 et 2011<sup>42</sup>. En effet, entre 2007 et 2011, 50 000 personnes sont mortes dans le cadre de la guerre de la drogue.<sup>43</sup> Ces homicides sont liés aux conflits qui opposent les différents cartels. Par exemple, le conflit entre *La Familia* et *Los Zetas* a fait entre 2007 et 2011 4 927 décès.

Il semble finalement que la présidence de Calderón n'a en rien amélioré la situation du narcotrafic au Mexique. La militarisation, si elle a pu permettre l'arrestation de criminels clés, n'a pas permis de réduire les violences, voire a pu les faire augmenter.

### *c. La présidence de Enrique Peña Nieto (2012-2018) : rupture et continuité*

Le 1er juillet 2012, Enrique Peña Nieto est élu président du Mexique en ayant obtenu 38,21% des voix face à son adversaire Andrés Manuel López Obrador, que Calderón avait déjà battu en 2006. Il prend ses fonctions le 1er décembre 2012. En votant pour lui, la population avait l'espoir que la violence puisse enfin cesser après avoir largement augmenté durant le mandat de Calderón. Peña Nieto avait donc tout intérêt à présenter une stratégie solide en matière de lutte contre le narcotrafic et à faire en sorte qu'elle ne s'inscrive pas trop dans les pas de celle de Calderón afin de ne pas voir l'histoire se répéter et les violences se multiplier à nouveau. Toutefois, nous verrons dans cette partie que malgré la volonté de

---

<sup>42</sup> ANNEXE 6, Évolution des décès liés au trafic de drogue au Mexique

<sup>43</sup> Anne VIGNA, *L'Atlas mondes émergents*, chapitre 4, « Guerres sans fin », 2012, pages 168 et 169

Peña Nieto de renouveler la lutte contre le narcotrafic, sa politique s'inscrit dans la continuité de celle de Calderón.

### 1) Prévention et sécurité humaine

Dès le début de son mandat, Peña Nieto affirme qu'il souhaite mener une politique radicalement différente en ce qui concerne la lutte contre les cartels de la drogue. De plus, il affiche clairement la volonté de redresser l'économie mexicaine. Cette volonté se traduit par un certain nombre de réformes notamment dans les domaines de l'énergie, de l'éducation et de la fiscalité. En faisant cela, Peña Nieto a pu être présenté comme un grand leader, voire comme le sauveur du Mexique du fait de ses initiatives et ses projets pour le pays<sup>44</sup>. Néanmoins, il reste relativement discret au début de son mandat sur les actions à entreprendre en ce qui concerne la lutte contre le narcotrafic. Ne réutilisant pas le terme de guerre, comme a pu le faire Calderón. Ce terme est, d'ailleurs, de moins en moins utilisé en ce qui concerne cette lutte.

Il commence peu à peu à mettre en place une stratégie qui se distingue de celle qu'a pu mettre en place Calderón. En effet, Peña Nieto accorde davantage d'importance à la promotion de la sécurité humaine<sup>45</sup>. La sécurité humaine est un concept qui consiste davantage à s'attaquer aux origines d'un conflit afin de le régler. Il s'agit donc de prendre en considération les droits de l'homme et le bien-être de la société civile. Dans le contexte du narcotrafic, nous avons pu observer que la pauvreté, le manque d'éducation étaient à l'origine de son expansion. C'est donc à ce niveau-là que Peña Nieto souhaite agir. Ainsi, il affirme : « pour lutter efficacement contre le trafic des drogues illicites, il faut en priorité combattre la pauvreté, augmenter le commerce et améliorer l'éducation ». Il a pour objectif de réduire les inégalités sociales, l'analphabétisme et la pauvreté dans un premier temps.

---

<sup>44</sup> Ilán BIZBERG, « Mexique ; de la violence et autres démons », *Politique étrangère*, 2016, pages 49

<sup>45</sup> Cyprien BASSAMAGNE MOUGNOK, « Le Mexique de Peña Nieto à l'épreuve du narcotrafic : rupture et continuité d'une stratégie contestée », *Centre d'études interaméricaine*, 2014, page 2

Cette stratégie est plutôt innovante si nous la comparons à celle de son prédécesseur Calderón qui avait mis en place une politique davantage répressive.

Le sociologue Jean Riveleis, spécialiste des questions de violences liées au narcotrafic dans les Amériques, analyse la politique de Peña Nieto en affirmant qu'il envisage une possible négociation avec les narcotrafiquants, ce que son prédécesseur n'avait pas envisagé<sup>46</sup>. En effet, le dialogue pourrait permettre aux cartels de ne plus, ou moins, développer une culture de la vengeance. La militarisation de la lutte et les multiples offensives de la part de l'État envers les cartels de la drogue plaçaient ces derniers dans une volonté d'accroître les violences afin de manifester leur mécontentement face aux opérations militaires sur leur territoire. En outre, il ne faut pas oublier qu'il s'agit de criminels, et que la négociation avec ces derniers pourrait s'avérer compliquée, éthiquement discutable voire totalement inefficace.

## 2) Dans les pas de Felipe Calderón : la poursuite de la militarisation

Si Peña Nieto semble avoir créé une rupture avec la politique de Calderón au début de son mandat, certaines de ses mesures s'inscrivent davantage dans une continuité vis à vis de cette dernière. Tout d'abord, il est important de prendre en considération, malgré ses bonnes intentions, que les projets de Peña Nieto en ce qui concerne l'économie mexicaine aient été infructueux. Pour reprendre les termes employés par Ilán Bizberg : « Depuis la fin 2013, des organisations armées populaires, dites « d'autodéfense », sont apparues dans le Michoacán et le Guerrero, deux États marqués par une forte présence des cartels. Ces organisations se sont données pour mission de lutter contre les gangs et de rétablir une « vie normale ». L'apparition de ces groupes suggérait de s'interroger sur la capacité du gouvernement à imposer l'ordre sur l'ensemble du territoire mexicain. Les méthodes des forces de sécurité posaient également question : à l'été 2014, le magazine *Esquire* révéla

---

<sup>46</sup> *Ibid.*

que l'armée avait tué 22 membres d'un groupe criminel, alors même qu'ils s'étaient rendus. »<sup>47</sup>.

Ce scandale a donc pour impact de totalement délégitimer le rôle du gouvernement dans la gestion des violences. Finalement, si nous observons le mandat de Peña Nieto de plus près, il semble que ce dernier n'ait pas eu d'autre choix que d'inscrire sa politique antidrogue dans la continuité de celle de Calderón. Tout d'abord, un certain nombre de lois mises en place durant son mandat montrent le maintien de la lutte contre le blanchiment d'argent, toujours considéré comme le cœur du problème du narcotrafic. Mais c'est bien la poursuite de la militarisation de la lutte contre le narcotrafic qui nous intéresse. Même si Peña Nieto n'avait pas affiché sa volonté claire de la poursuivre, nous pouvons observer qu'en 2014, un service de gendarmerie nationale a été créé avec 5 000 nouveaux agents dont le rôle est de soutenir les militaires et les policiers qui se trouvent déjà sur le terrain. Il ne s'agit donc pas d'un remplacement mais d'un complément, ce qui montre bien qu'il n'y a aucune volonté de cesser la militarisation de la lutte.

Tout au long de son mandat, nous pouvons constater que les moyens militaires de lutte contre le narcotrafic n'ont cessé d'augmenter, notamment en ce qui concerne l'artillerie lourde. En 2017, la Marine mobilise plus de 16 000 hommes dans des opérations de sécurité intérieure, de nombreux achats de navires-patrouilleurs ont été effectués afin de contrôler les eaux territoriales et un *Centro Unificado para la Proteccion Maritima y Portuaria* a été créé afin de lutter contre le crime organisé. Dès lors, cette poursuite de la militarisation mêlée à la volonté de faire la promotion de la sécurité humaine a-t-elle été efficace ? Les violences n'ont pas diminué et on a même pu observer une augmentation de la corruption au sein des services de police. Si Peña Nieto voulait se détacher de la politique de Calderón afin d'éviter les effets pervers de la militarisation, il n'a fait que plonger dedans avec davantage d'intensité.

---

<sup>47</sup> Ilán BIZBERG, « Mexique ; de la violence et autres démons », *Politique étrangère*, 2016, pages 49



### 3) La loi controversée du 21 décembre 2017

Cependant, cette militarisation va beaucoup plus loin que n'aurait pu l'envisager Calderón. En effet, le parlement mexicain adopte le 15 décembre 2017 une loi sur la Sécurité intérieure, qui entre en vigueur le 21 décembre. Cette loi a pour objectif d'offrir un cadre légal à la présence de l'armée dans les rues du Mexique. Elle prévoit également d'autoriser ces forces armées à utiliser la force si la sécurité publique se voit menacée. La loi a été votée en dépit de la très grande opposition de l'opinion publique mexicaine qui voit cette loi comme une atteinte à ses libertés, mais également comme une menace plus que comme un moyen d'assurer sa sécurité.

Cette loi est d'autant plus controversée dans la mesure où la mobilisation des forces armées sur le territoire ne permet en rien l'amélioration de la sécurité intérieure. Cette loi a, de plus, été fortement contestée par un certain nombre d'ONG mexicaines et internationales ainsi que par des organisations de protection des droits de l'homme<sup>48</sup>. En effet, il est évident que la militarisation durable d'un pays et la normalisation de cette dernière ne peut entraîner que des violations des droits de l'homme et des violences encore plus nombreuses, même si cette présence a pu rassurer la population au début. Les violences pourraient augmenter car si les militaires sont constamment présents sur le territoire mexicain, les différents cartels vont se sentir de plus en plus menacés et seront plus à même de réaliser des attentats et autres actions violentes visant les militaires et ainsi faire des dégâts considérables sur la société civile. Il ne s'agit pas d'une stratégie viable sur le long terme, mais semble davantage être le résultat d'une peur croissante du gouvernement vis à vis de la place du narcotrafic au Mexique donc d'une volonté de tenter de le contrôler d'encore plus près.

Par ailleurs, la possibilité d'une intervention des forces armées sur le territoire mexicain inquiète la population dans la mesure où cela pourrait donner lieu à des excès et des répressions. Les activistes sont principalement inquiets par rapport à cette loi qui pourrait permettre aux forces armées de réprimer par la force les manifestations sociales, allant directement à l'encontre du respect des droits de l'homme. L'intervention des forces

---

<sup>48</sup> Gustavo Eduardo ORDONEZ MARTINEZ, « Les guerres contre la drogue, armées sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », *IFRI*, Aout 2018, page 9

armées n'est, à travers cette loi, absolument pas régulée. Le pouvoir exécutif peut faire intervenir l'armée à n'importe quel moment et à n'importe quel endroit du pays, sans aucun cadre régulateur. Il s'agit d'une loi peu claire, vague, donc dangereuse. Ce qui fait que les droits de l'homme sont mis en danger avec cette loi, est le fait qu'il n'y a aucun contrôle prévu afin de vérifier qu'ils soient respectés. En conséquence, cette loi ouvre la porte à un contrôle accru de la population de la part des forces armées, voire à un système de surveillance. Face à cette loi, la campagne *Seguridad Sin Guerra* exige aux députés et aux sénateurs de voter contre cette loi qui menace la sécurité nationale plus qu'elle ne l'assure. À ce sujet, l'ONU s'exprime : « L'intervention des forces armées en matière de sécurité n'a pas contribué à améliorer la situation du pays. Bien au contraire, elle a aggravé des problèmes déjà existants tels que la disparition de personnes, la torture, les mauvais traitements et les exécutions extrajudiciaires ».

\* \* \*

Cette partie a pu nous permettre d'analyser les évolutions de la lutte contre le narcotrafic entre 2000 et 2018, c'est-à-dire au moment où la militarisation a pris une place centrale. La présidence de Vicente Fox a permis, malgré son échec, d'ouvrir la voie à une lutte plus intense contre le trafic de drogue au Mexique et d'en faire la préoccupation principale de l'État. Mais c'est durant le mandat de Calderón que la militarisation prend son essor, ce que son successeur Peña Nieto a poursuivi. Toutefois, nous avons pu nous rendre compte que la militarisation de la lutte contre le narcotrafic au Mexique n'a pas été efficace dans la mesure où les violences n'ont cessé d'augmenter. Cette modification de la gestion de la sécurité intérieure a donc des impacts directs sur le fonctionnement même de l'État, ainsi que sur sa légitimité.

### **III. Les effets de la militarisation : insécurité et délégitimation de l'État**

Malgré les différentes formes qu'a pu prendre la lutte contre le narcotrafic au Mexique, cette activité est restée très présente et plus pesante qu'elle ne l'a jamais été. Au XXI<sup>ème</sup> siècle, le crime organisé a pénétré l'État et ses institutions. Il est aujourd'hui partie prenante de toutes les sphères de l'État. Calderón avait raison : c'est devenu un véritable cancer. Pour soigner ce cancer, les différents chefs d'État ont décidé d'intensifier la militarisation de la lutte, octroyant à l'armée une place décisive dans la gestion de la sécurité intérieure du pays. Mais en plus d'une lutte inefficace, l'État s'est progressivement délégitimé, les violences ont explosé à travers le pays et une nouvelle forme de lutte doit donc être envisagée. Dans cette partie, nous analyserons les conséquences de la militarisation de la lutte contre le narcotrafic aussi bien au niveau civil qu'étatique. Il sera également nécessaire d'envisager quelles pourraient être les solutions pour l'avenir, afin que le Mexique puisse enfin bénéficier d'un climat stable et sécurisé. Le Mexique est en crise, et n'a fait qu'empirer sa situation en voulant la gérer.

#### *a. Une nouvelle forme d'État : le narco-État*

Il semble que l'État soit progressivement jugé incapable d'assurer la sécurité du Mexique. En effet, les nombreuses mesures mises en place n'ont pas permis de mettre fin au narcotrafic. Au contraire, le narcotrafic est devenu central. La politique au Mexique a donc pris une nouvelle forme. L'État s'est érodé et corrompu, il a perdu la confiance de ses citoyens. Ce qui est né aujourd'hui, c'est un narco-État. Cela signifie que les organisations criminelles jouent un rôle plus significatif que l'État lui-même dans le fonctionnement du pays.

### 1) Une paralysie fonctionnelle de l'État : le déficit de légitimation

Comme l'affirme la philosophe Hannah Arendt, un État démocratique est supposé créer une sorte de contrat de protection entre l'individu et l'État. Ainsi, l'État s'engage à tout mettre en œuvre afin que les individus se sentent en sécurité. Or, nous avons pu observer que l'État n'a pas rempli son rôle et que la population ne se sent pas en sécurité. Pour cette raison, l'État mexicain se retrouve paralysé entre des activités illégales qu'il n'arrive pas à contrôler et une population qui ne croit plus en lui. Il s'agit donc d'un véritable déficit de légitimation.

Tout d'abord, il est important de prendre en considération la nature de l'État mexicain et plus particulièrement de son économie. Le Mexique est la deuxième puissance économique d'Amérique latine et essaye de mettre en place une économie de plus en plus dynamique. Cependant, l'économie mexicaine rassemble les caractéristiques d'un pays en développement. C'est un pays qui est soumis à de très grandes inégalités sociales où 45% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Comme nous avons pu le voir en première partie, le domaine de l'éducation présente encore de nombreuses failles. Ce qui lui permet de redresser son économie, est son commerce et son industrie développés. Le Mexique connaît une croissance de 5% par an et diversifie ses exportations. Toutefois, les instabilités auquel le pays fait face l'empêche de s'ériger comme un véritable pays développé. Pour cette raison, on parle d'économie périphérique<sup>49</sup>.

Une économie périphérique ne peut pas fonder la légitimité de l'État sur la marchandise et sur l'argent comme dans les pays développés et capitalistes. Le fait est que le Mexique est un pays soumis à un marché global et est devenu un « vecteur de reproduction du capital des pays centraux »<sup>50</sup>. La population ne peut pas trouver l'État légitime dans la mesure où il est soumis au marché extérieur et particulièrement aux États-Unis. Les travailleurs n'ont donc pas beaucoup de marge de progression et d'épanouissement professionnel dans la mesure où l'économie piétine. Pour cette raison, l'État mexicain doit trouver d'autres sources de légitimation, par exemple la tradition, la religion ou le

---

<sup>49</sup> José Luis SOLIS GONZALES, « L'état narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique », *Revue Tiers Monde*, page 174, 2012

<sup>50</sup> *Ibid.*

nationalisme afin d'assurer la cohésion de la société. Il s'agit là d'un défi très difficile à relever pour l'État mexicain qui est en pleine situation de crise. La pauvreté, les inégalités sociales, les carences du système éducatif ne permettent pas de mettre en place un État-social. Ainsi, la population peut se réfugier dans l'économie de la drogue qui quant à elle, est fleurissante et pleine d'opportunités de développement. Pour cette raison, le Mexique est véritablement devenu un narco-État. La population n'a plus confiance en son pays car il ne peut pas lui apporter l'épanouissement qu'elle recherche.

2) L'intériorisation de la corruption : la pénétration du crime organisé dans les institutions

Comme l'affirme Eduardo Guerrero, spécialiste du crime organisé : « Pas de narcotrafic sans protection politique », « Jamais l'influence électorale des mafias n'avait été aussi massive et décomplexée ». Il ajoute : « Pour consolider leur emprise territoriale, les cartels font pression sur les postes municipaux, plus facilement contrôlables. [Ces derniers] leur assurent ensuite la protection de la police municipale et l'obtention de contrats publics pour blanchir l'argent sale ».

En effet, la corruption est devenue centrale au Mexique tout comme l'impunité de la délinquance, comme nous en avons parlé précédemment. Il s'agit de la stratégie *plata o plomo*, c'est à dire l'argent ou le plomb. Cela signifie qu'il faut choisir entre prendre une balle ou accepter un pot-de-vin, donc d'être soit corrompu, soit mort. C'est pour cette raison que les cartels opèrent une influence si importante au Mexique, ils ont les moyens d'effrayer les autorités afin de mieux les contrôler. D'ailleurs, un grand nombre d'anciens gouverneurs sont aujourd'hui en prison pour détournement de fonds ou participation au narcotrafic. De nombreux scandales se sont enchaînés, notamment après l'arrestation de Roberto Sandoval, gouverneur de l'État de Nayarit entre 2011 et 2017 qui a été arrêté pour blanchiment d'argent et fraudes électorales<sup>51</sup>. De nombreux élus se voient donc corrompus et plongés dans les activités du narcotrafic. Il s'agit d'un marché tellement conséquent et omniprésent qu'il devient presque difficile d'en faire abstraction en tant que représentant de l'État. Dans l'incapacité de lutter contre lui ou de le stopper, les représentants participent donc aux

---

<sup>51</sup> Frédéric SALIBA, « Le Mexique sous l'emprise tentaculaire de la mafiacratie », *Le Monde*, 2021

activités. En effet, les narcotraficants sont véritablement les maîtres du pays dans la mesure où ils s'arrangent pour que certaines personnes qui les protègent soient élues dans les États où ils exercent une domination. Ainsi, ils tuent les opposants et parrainent les candidats afin d'assurer la sécurité de leurs activités.

S'il est évident que les narcotraficants exercent une influence directe sur la gouvernance des États dans lesquels ils agissent, il semble plus compliqué d'envisager qu'ils aient une véritable influence au niveau national, notamment en ce qui concerne les scrutins présidentiels. Cela signifierait que les grandes institutions auraient été pénétrées par la corruption, or pour l'instant, nous n'avons parlé que d'incapacité à agir. Pourtant, nous devons parler de l'affaire Genaro Garcia Luna qui est l'exemple idéal pour montrer que la corruption n'épargne aucune sphère. Entre 2006 et 2012, Garcia Luna était le ministre de la sécurité publique du Mexique et avait l'habitude de se faire surnommer le tsar antidroge. Or, le 9 décembre 2019, il a été arrêté par la justice américaine pour avoir protégé le cartel de Sinaloa en le finançant. Il est ainsi le symbole du narco-État mexicain<sup>52</sup>. Cette affaire avait participé à la volonté de Calderón de militariser la lutte contre le narcotrafic dans le pays. Comme l'affirme M. Buscaglia : « Le Mexique est devenu une "mafiecratie", où le vote des citoyens pèse moins que l'influence des mafias. Et où le crime organisé s'est institutionnalisé avec Garcia Luna »<sup>53</sup>.

### 3) L'altération des rapports internationaux

Dans un premier temps, nous devons considérer l'évolution de la collaboration entre le Mexique et les États-Unis. Nous l'avons vu précédemment, ces deux pays sont entrés dans une véritable lutte conjointe contre le narcotrafic, notamment à travers l'opération Mérida. Malheureusement, il semble bien que l'opération ait été un échec. Dans une commission du Congrès américain publié en décembre 2020, il s'avère que la coopération « n'a ni protégé les citoyens américains des drogues illégales toxiques ni les Mexicains des gangs criminels vicieux ». Les drogues sont toujours omniprésentes aux États-Unis et le Mexique est toujours

---

<sup>52</sup> ANNEXE 7, Illustration de la corruption à laquelle fait face le Mexique à travers Garcia Luna, ministre de la sécurité publique

<sup>53</sup> Frédéric SALIBA, « Le Mexique sous l'emprise tentaculaire de la mafiecratie », *Le Monde*, 2021

sujet aux violences et aux trafics. Pourtant, Donald Trump a soutenu vouloir continuer à mener une guerre sans merci contre les narcotrafiquants, malgré les preuves évidentes de l'inefficacité de la militarisation<sup>54</sup>. Il est de ce fait nécessaire d'avoir une approche différente de la nature de la coopération entre les États-Unis et le Mexique, si elle est toujours possible. En effet, la politique des États-Unis en termes d'immigration et sa volonté de construire un mur le long de la frontière avec le Mexique, a grandement altéré les rapports d'amitié que les deux pays ont pu entretenir. Toujours est-il que la lutte contre le narcotrafic est une lutte commune, dans la mesure où l'un est le producteur et l'autre le consommateur. Il s'agit d'une véritable mécanique qui nécessite une approche novatrice et plus efficace.

Du côté mexicain, le nouveau président Andrés Manuel López Obrador souhaite davantage concentrer les dépenses de l'État dans la sphère économique et non plus dans l'achat d'armes et de nouvelles technologies. Il espère avoir le soutien des États-Unis afin de limiter les trafics d'armes venant de ces derniers, ce qui pourrait avoir pour effet de limiter progressivement l'accès des narcotrafiquants aux armes. En effet, « ce marché illégal génère un profit de 127 millions de dollars par an dans les caisses de l'industrie américaine de l'armement »<sup>55</sup>. Il se pourrait que la récente élection de Joe Biden ait un réel impact sur cette lutte contre le narcotrafic. Il s'agirait d'une politique plus soucieuse du respect des droits de l'homme qui pourrait donner lieu à une lutte plus pacifiste et plus efficace, permettant possiblement de redonner à l'État mexicain son pouvoir et d'annihiler progressivement la corruption des institutions afin de mettre un terme à ce narco-État.

Les solutions et décisions futures sont néanmoins encore floues et nous ne pouvons pas encore envisager quelle sera la nature de cette coopération et quels en seront les futurs effets.

---

<sup>54</sup> Luis ASTROGA, « Les limites de la politique antidrogue au Mexique », *Revue internationale des sciences sociales*, 2001, pages 469 à 476

<sup>55</sup> AFP, « Mexique et États-Unis au défi de revoir leur coopération contre le narcotrafic », *Le Temps*, 2021

## b. L'éclatement de la violence à travers le pays

L'apparition de ce narco-État a eu des conséquences désastreuses sur la construction et le fonctionnement du pays. Il s'agit d'un double effet : d'un côté les cartels et leurs activités illégales ont pour conséquence d'augmenter les violences et l'insécurité dans le pays, et de l'autre côté la vaine militarisation de la lutte contre le narcotrafic de la part de l'État ne fait qu'accentuer cela, voire l'empirer. Nous allons analyser toutes ces conséquences organisationnelles et sociales afin d'évaluer l'ampleur des dégâts.

### 1) L'atomisation des cartels

Comme nous l'avons vu dans notre deuxième partie, les différents présidents mexicains qui se sont succédés et particulièrement Vicente Fox, Felipe Calderón et Enrique Peña Nieto, ont progressivement militarisé la lutte contre le narcotrafic au Mexique. Cette lutte s'est matérialisée à travers des interventions militaires sur les zones les plus touchées par les activités illégales et contre les cartels les plus puissants et menaçants. Nous retrouvons donc ici le cartel de *Los Zetas*, considéré comme l'un des cartels les plus dangereux, violent et influent du pays. Quels ont été les effets de la militarisation de la lutte sur ce cartel ?

*Los Zetas* semble être le cartel qui a été le plus impacté par les interventions militaires. En effet, de nombreux membres du cartel et parmi les plus influents, ont été arrêtés, tués, emprisonnés, laissant le cartel se dépeupler peu à peu de ses têtes les plus lourdes. La réaction des membres du cartel a été de commencer à nommer de nouveaux chefs de gangs. Malgré tout, le cartel est de moins en moins uni et commence à s'éparpiller. *Los Zetas* se divisent donc au cours du mandat de Peña Nieto en différentes cellules qui deviennent de plus de plus autonomes. Parmi ces cellules, nous pouvons nommer le *Grupo Dragones*, le *Grupo Operativo Zetas*, les *Fuerzas Especiales Zetas*, le *Cartel del Noreste*, les *Zetas Vieja Escuela*, et les *Talibanes*<sup>56</sup>. Il semble que *Los Zetas* soient divisés en 12 factions au total. La faction la plus présente dans le pays est le *Cartel del Noreste* qui est dirigé par Juan Gerardo Treviño Chavez, aussi nommé « El Huevo ». Cette faction opère

---

<sup>56</sup> Gustavo Eduardo ORDONEZ MARTINEZ, « Les guerres contre la drogue, armées sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », *IFRI*, Aout 2018



dans les États d'Aguascalientes, de Coahuila, de Nuevo León, de San Luis Potosí, de Tamaulipas et de Veracruz.

La deuxième faction la plus présente est *Los Zetas Vieja Escuela*. Il s'agit de la faction ennemie de la première. Cette faction opère à Hidalgo, Quitana Roo, Tabasco, Tamaulipas et Veracruz. *Los Talibanes* quant à eux opèrent à Aguascalientes, Quitana Roo, Tabasco et Zacatecas, bien que l'on sache également qu'ils sont présents à San Luis Potosí, Coahuila, Nuevo León et dans l'État de Mexico. Une autre cellule est celle de *Sangre Zeta*, avec une présence à Coahuila et Tamaulipas. Cinq autres petites factions sont ajoutées : le *Cartel de La Laguna*, à Coahuila, *Los Dorados* à Nuevo León, le *Grupo Operativo Los Zetas* et *Fuerzas Especiales Zetas*, à Tamaulipas, ainsi que *La Negra* à Puebla<sup>57</sup>.

Cette division de *Los Zetas* en différentes factions a pour conséquence de créer des conflits internes au cartel, qui s'atomise et ne peut plus être envisagé comme un tout unique. La lutte s'avère encore plus compliquée pour le gouvernement qui doit faire face à différentes factions aux modes opératoires variés, étendues sur l'ensemble du territoire mexicain et qui s'adonnent à de nouveaux affrontements. De plus, cette explosion du cartel permet aux factions de développer de nouvelles activités criminelles comme l'extraction illégale d'hydrocarbures<sup>58</sup>. Face à ces nouvelles données, les autorités n'ont fait qu'augmenter la capacité des forces armées, notamment celles des forces spéciales de l'infanterie de marine, au cœur de la lutte contre le narcotrafic. Elles avaient en effet été regroupées en 2014 sous un commandement unique qui est les *Unidades de Operaciones Espaciales* (UNOPES).

## 2) Un bilan humain catastrophique

Ce qu'il est important de comprendre à travers ce sujet, c'est que rien n'a permis de limiter les violences liées au trafic de drogue. Celles-ci n'ont jamais cessé de croître, malgré la lutte et la militarisation. La guerre contre les drogues, au lieu de limiter les trafics et

---

<sup>57</sup> Rodrigo GUTIÉRREZ GONZÁLES, « ¿Cártel en declive? Hay 12 células de “Los Zetas” operando en el país », *La Silla Rota*, 2020

<sup>58</sup> ANNEXE 8, Les extractions illégales d'hydrocarbures, nouvelle activité des cartels de la drogue

d'endiguer la menace, a eu un effet inverse. Les violences ont augmenté, l'insécurité est plus que jamais présente au Mexique, la corruption gangrène les institutions et le bilan humain est catastrophique.

Alors que la militarisation de la lutte contre le narcotrafic au Mexique a connu son véritable élan en 2006, l'année 2017 est l'année la plus meurtrière. Preuve de l'inefficacité de plus de 10 ans de lutte. Entre 2006 et 2017, plus de 200 000 personnes ont perdu la vie dans cette guerre contre les drogues selon les chiffres officiels. La demande américaine de drogue n'a fait que croître, poussant les cartels à produire toujours plus, à développer leurs technologies et à devenir de plus en plus puissants. La *Drug Enforcement Administration* (DEA), l'agence antidroge américaine, signale en octobre 2017 que « Les organisations criminelles mexicaines montrent des signes continus de croissance et d'expansion »<sup>59</sup>.

Le trafic de cocaïne est le plus révélateur de la montée en puissance des cartels, dans la mesure où la demande est énorme et que l'offre prospère. De plus, la très grande majorité de l'héroïne consommée aux États-Unis est mexicaine. En 2015, l'Organe international de contrôle des stupéfiants qui dépend de l'ONU, réalise un projet de surveillance par images satellites des cultures de pavot au Mexique, servant à la production d'opium. L'étude a permis de constater l'extension des cultures à 24 800 hectares. Progressivement, la très forte demande et consommation incitent les cartels à développer de nouvelles drogues, plus puissantes, plus addictives, qui peuvent leur permettre de vendre encore plus. Une nouvelle héroïne mexicaine à grand succès fait son essor aux États-Unis. Il s'agit de la *China White*, une héroïne composée de fentanyl, un opioïde puissant qui est utilisé dans les services de réanimation pour obtenir une analgésie profonde. La production d'un kilo coûte 8 000 dollars aux cartels qui le revendent 50 000 dollars à Chicago. Cette nouvelle héroïne est extrêmement dangereuse. Le fentanyl peut provoquer la mort de quelqu'un par un simple contact avec sa peau. Les décès explosent à cause de cette drogue. Le chanteur Prince a notamment fait une overdose de fentanyl en 2016, lui coûtant la vie.

Ainsi, le trafic de drogue est un marché dangereux, qui coûte la vie à un très grand nombre de consommateurs au regard des drogues de plus en plus puissantes. La guerre des

---

<sup>59</sup> Emmanuelle STEELS, « Onze ans d'efforts, 200 000 morts... et des cartels au plus fort », *Libération*, 2017

cartels est également une guerre mortelle, coûtant la vie non seulement aux membres des cartels mais aussi à de nombreux civils vivant à proximité des zones de conflits. La guerre contre les drogues et l'intervention des forces armées sur le pays a également causé de nombreux décès. Ainsi, le bilan humain global est effarant, ce qui explique bien pourquoi le Mexique est considéré comme le pays le plus dangereux d'Amérique latine, et pourquoi les trafics de drogues doivent absolument être maîtrisés.

### 3) L'insécurité croissante de la population

Tous ces éléments sont des facteurs qui expliquent pourquoi la population mexicaine ne se sent pas en sécurité sur son territoire. Aux postes frontières du Mexique et des États-Unis, de nombreux règlements de compte ont lieu entre les différents cartels pour la maîtrise de la frontière et du monopole sur le commerce avec les États-Unis. Ces règlements de compte sont très sanglants. Au Nuevo Laredo, la frontière avec le Texas, de nombreuses méthodes sont utilisées afin de contrôler la zone. Enlèvements, fusillades, assassinats sont d'usage afin de contrôler cette autoroute de la cocaïne. En 2012 sont découverts 14 corps décapités près d'un poste de police dans une camionnette. Quelques heures après, 23 morts de plus sont à déplorer. Ces morts sont à la fois liés aux règlements de compte entre les cartels mais aussi à la guerre contre la drogue, à ce moment-là menée par Calderón.

Entre janvier et juin 2018, les tueurs à gages employés par les trafiquants de drogue ont tué 11 241 personnes selon l'ONG *Sémáforo Delictivo*<sup>60</sup>. Il s'agit d'un véritable record dans l'histoire du narcotrafic. Plus de 10 000 morts en six mois est un chiffre tout à fait absurde, qui plonge le pays à la fois dans la haine, la tristesse mais surtout dans la peur. De nombreuses manifestations et marches silencieuses sont organisées par la population mexicaine, notamment des proches des disparus, afin de dénoncer les disparitions liées au trafic de drogue dans le pays. L'État de Guanajuato est devenu l'État où le trafic de drogue est le plus meurtrier. En effet, entre janvier et juin de cette même année, 1 241 homicides ont eu lieu dans cet État. *Los Zetas* font partie des cartels qui opèrent dans cette région et n'hésitent pas à assassiner les policiers qui pourraient être une menace pour les activités du cartel. Cette région est à l'origine particulièrement touristique. Ce chiffre a donc pour effet

---

<sup>60</sup> AFP, « Mexique : les cartels de la drogue ont fait 11 000 morts en six mois, selon une ONG », *Franceinfo*, 2018

de grandement limiter le nombre de touristes qui pourraient se rendre dans l'État. Incontestablement, le Mexique est un pays où l'insécurité ne fait que croître, aussi bien pour la population que pour ses visiteurs. Sur les sites touristiques, il est systématiquement indiqué que certaines zones du pays sont à éviter et que des précautions sont à prendre lors d'une visite touristique. Le tourisme n'est donc pas impossible et des endroits sûrs existent encore dans le pays, mais l'augmentation constante des violences pourrait bien altérer ce fait et enterrer progressivement l'économie touristique.

En juin 2020, le chef de la police de Mexico Omar Garcia Harfuch a échappé à une attaque qui a eu lieu dans la capitale, dans le quartier de Las Lomas et qui a fait un total de 3 morts<sup>61</sup>. Le cartel *Jalisco Nueva Generacion* est à l'origine de l'attaque. Cela montre bien que la menace grandit au Mexique et que les attaques touchent dorénavant les quartiers considérés comme sûrs voire huppés du pays. Cette insécurité croît dans la mesure où les cartels semblent progressivement répondre à une guerre contre l'État, qui leur avait déjà été déclarée en militarisant la lutte des années auparavant. La camionnette du chef de la police a été criblée de balles par une douzaine d'hommes lourdement armés. Il s'agit de la première fois qu'un haut fonctionnaire de la capitale est pris pour cible par le crime organisé. Les violences sont de plus en plus conséquentes et gagnent du terrain.

*c. Andrés Manuel López Obrador : une nouvelle forme de lutte, plus sociale, mais pas moins contestée*

Après trois candidatures à la présidence mexicaine, Andrés Manuel López Obrador (AMLO) est finalement élu président de la République le 1er juillet 2018 avec 53,2% des voix. Il entre en fonction le 1er décembre 2018 et décide immédiatement de commencer à faire des économies pour le bien de l'État en diminuant son salaire de 60%. Assez populaire, il est très attendu par la population du côté de la lutte contre la criminalité organisée et la lutte contre la corruption. Le pays espère enfin un renouveau, une nouvelle forme de lutte qui pourrait enfin la libérer des violences qu'elle subit. La politique d'AMLO est en effet différente de celle de ses prédécesseurs, mais pas nécessairement plus efficace.

---

<sup>61</sup> Frédéric SALIBA, « Au Mexique, un cartel de la drogue déclare la guerre à l'État », *Le Monde*, 2020

### 1) Encourager le dialogue entre les cartels et le gouvernement

Ce qui explique l'élection d'AMLO est bien « le ras-le-bol » de la population en ce qui concerne la situation du pays et son fort taux de corruption. L'année 2017 a été l'une des plus violentes que le Mexique ait connu dans son histoire récente. AMLO a l'intention de créer une nouvelle dynamique au Mexique, avec une gestion plus contrôlée des dépenses de l'État et une redistribution des richesses. Le peuple se sent à nouveau considéré dans la mesure où AMLO semble prendre en compte son intérêt. AMLO apporte un message d'espoir, il affirme qu'il a l'intention de « rompre avec la mafia au pouvoir ». Son objectif est donc de mettre fin à la guerre contre le narcotrafic, la militarisation n'est pour lui pas une solution viable et préfère encourager les négociations et le dialogue. Son slogan le prouve : « *abrazos, no balazos* », ce qui signifie « des embrassades, pas des balles ». Il y a donc une volonté de pacification du pays<sup>62</sup>.

AMLO affiche la volonté de négocier avec les narcotrafiquants plutôt que de leur faire la guerre et de nourrir un esprit de vengeance qui ne mène qu'à toujours plus de violences. Dès son élection, il a organisé le 7 août 2018 un dialogue national afin d'inviter la société à réagir à ses propositions en termes de lutte contre le narcotrafic. Il s'engage ouvertement à faire cesser les violences en 3 ans, donc de 2018 à 2021, un pari risqué parce que très optimiste. L'une de ses mesures est notamment de faire voter au Parlement l'amnistie pour les petits narcotrafiquants, n'ayant commis aucun crime de grande ampleur afin d'encourager le dialogue. Alors qu'il n'entre en fonction que le 1er décembre, cette initiative met en avant une volonté de prendre de l'avance sur le sujet afin de savoir clairement si la population est d'accord pour aller dans la direction qu'il souhaite prendre. Cet effort de communication va grandement impacter sa popularité et la confiance que le peuple a en lui. Il affirme « On ne répond pas à la violence par la violence, on n'éteint pas le feu par le feu, on ne soigne pas le mal par le mal. Non, le bien doit être la réponse face au mal. »<sup>63</sup>, insinuant clairement que ses prédécesseurs ont fait le mauvais choix en militarisant la lutte contre le narcotrafic.

---

<sup>62</sup> Frédéric SALIBA, « Le Mexique sous l'emprise tentaculaire de la mafiacratie », *Le Monde*, 2021

<sup>63</sup> Frédéric SALIBA, « Mexique : le président élu « AMLO » veut négocier avec les narcotrafiquants », *Le Monde*, 2018

Toutefois, son projet d'amnistie sème le doute, particulièrement auprès des familles des victimes des violences du narcotrafic. En effet, si AMLO prône le pardon, il semble compréhensible que les proches des victimes aient du mal à prendre ce recul et à envisager que cela soit possible. Mais ce projet d'amnistie s'inscrit davantage dans un processus de pacification qui commence par pardonner les petites mains qui ont participé au trafic, par exemple les cultivateurs de pavot. Il s'agit donc d'affronter les cartels en s'attaquant aux racines du problème plutôt que par la force.

Cependant, AMLO va vite être confronté à la réalité des faits. Si ses projets semblent tout à fait convaincants, il est clair qu'ils ne seront pas aussi simples à appliquer. Si l'opinion publique était de son côté dès son élection, le bilan global de son mandat n'est jusqu'à aujourd'hui pas très positif. C'est ce que nous verrons après avoir étudié les autres aspects de son projet politique.

## 2) Vers la légalisation de la marijuana ?

Concernant la lutte contre le crime organisé et le narcotrafic, un autre projet phare d'AMLO fait débat. En parlant de la possibilité d'amnistie pour les petits trafiquants, il a ajouté l'éventualité d'une légalisation des drogues douces dans le pays dans la mesure où le Mexique est devenu le deuxième producteur mondial de marijuana. En faisant cela, AMLO pourrait réduire les réseaux de drogues illégaux. Il s'agit, comme il l'affirme, de « lever les tabous sans démagogie » pour « s'attaquer aux causes de la violence »<sup>64</sup>.

La légalisation de la marijuana serait un moyen d'enlever cette activité lucrative aux cartels. De plus, cela permettrait une commercialisation légale de la marijuana et les consommateurs pourraient alors venir se fournir dans le respect de la loi, sans avoir à entrer en contact avec les cartels et à se mettre en danger. Enfin, une légalisation permettrait de savoir exactement ce que contient la drogue qui est vendue, puisque les cartels de la drogue peuvent modifier les substances, y ajoutant toutes sortes de composants.

Si cette mesure peut sembler être une bonne idée et un bon moyen de réduire l'influence des cartels au Mexique et de couper une partie de leur réseau, elle arrive beaucoup trop tard. En effet, si le Mexique est un grand producteur de marijuana, l'essentiel

---

<sup>64</sup> Frédéric SALIBA, « Mexique : le président élu « AMLO » veut négocier avec les narcotrafiquants », *Le Monde*, 2018

du commerce illégal se trouve aujourd'hui dans les drogues dures telles que l'héroïne et la cocaïne<sup>65</sup>. Étant donné qu'il est absolument inenvisageable de légaliser les drogues dures, les effets de cette loi n'auraient probablement pas d'impact révolutionnaire.

En quoi consiste ce projet de loi ? Il s'agit d'autoriser les Mexicains à cultiver de la marijuana et à acheter du cannabis. Ils auraient le droit de détenir 28 grammes pour leur propre usage. Cette loi, qui aujourd'hui n'a pas encore été votée, aurait des conséquences au niveau international. En effet, les États-Unis se retrouveraient au milieu de deux pays qui autorise la consommation de drogues douces, le Canada qui a dépénalisé la marijuana en 2018 et le Mexique. De fait, cela pourrait inciter le gouvernement américain à légaliser la marijuana au niveau fédéral.

### 3) Combattre la pauvreté, principale force des cartels de la drogue

Comme nous l'avons vu, AMLO a pour objectif de s'attaquer aux racines de la violence et du commerce illégal. Le principal aspect de son projet est de lutter contre le très fort taux de pauvreté que connaît le Mexique<sup>66</sup>. En première partie, nous avons noté que la pauvreté est le facteur principal du développement du narcotrafic dans le pays. La population n'a que très peu d'opportunités d'emploi, l'éducation n'est pas disponible pour tous, poussant les plus démunis à se tourner vers les activités illégales. AMLO a pour objectif d'accorder des bourses d'études et des emplois pour les jeunes qui sont recrutés dans les cartels. Cela permettrait d'offrir de nouvelles perspectives aux jeunes et des opportunités d'épanouissement professionnel, les empêchant ainsi de rejoindre des activités criminelles, par manque de choix. Il espère élever le niveau de vie de la population afin de réduire l'influence des cartels et d'augmenter la confiance du peuple envers le gouvernement, qui avait grandement été altérée par les nombreuses affaires de corruption et l'inefficacité des gouvernements précédents à endiguer les activités criminelles sur le territoire. Il est, en effet, essentiel de renouer le contact entre le gouvernement et la population mexicaine.

---

<sup>65</sup> Vincent LEVESQUE, « L'influence des cartels de la drogue au Mexique : le nouveau gouvernement, face à son plus grand défi », *IRIS*, 2018

<sup>66</sup> Vincent LEVESQUE, « L'influence des cartels de la drogue au Mexique : le nouveau gouvernement, face à son plus grand défi », *IRIS*, 2018

Finalement, quel bilan pour la politique d'AMLO ? L'année 2019 a été l'année avec le plus d'homicides enregistrés depuis 1997 au Mexique. Rappelons-le, l'objectif d'AMLO était de mettre fin aux violences en 3 ans. Avec 35 000 homicides en un an, il s'agit déjà d'un véritable faux départ pour son mandat. Environ 90% de ces meurtres ne font pas l'objet d'enquêtes<sup>67</sup>. L'impunité est donc toujours omniprésente dans le pays, les coupables ne paient pas et les crimes ne seront jamais élucidés. Il semble donc que le bilan d'AMLO ne soit pas encore très positif. Malgré le nombre de projets ambitieux qu'il a annoncé et pour lesquels il s'est ouvertement engagé auprès de la population, il n'a pas su, du moins pour l'instant, relever le défi. En effet, la puissance des cartels n'a aujourd'hui pas diminué, les trafics sont toujours aussi nombreux et les ventes d'armes également.

Aujourd'hui, le Mexique est toujours plongé dans l'insécurité. Afin de se défendre, les agriculteurs sont obligés de prendre les armes pour protéger leur territoire et leurs cultures<sup>68</sup>. Les cartels sont de plus en plus violents et l'État n'est toujours pas en mesure de protéger sa population, qui est obligée de le faire par ses propres moyens.

\* \* \*

Il semble que la militarisation de la lutte contre le narcotrafic a eu des effets irréversibles sur l'État et la société mexicaine. Le gouvernement a perdu à la fois du pouvoir et de l'influence dans la mesure où les cartels ont pénétré toutes les sphères de la société. Les narcotrafiquants sont devenus des acteurs essentiels de la vie politique du pays, contrôlant les élections dans les États dans lesquels ils exercent leur influence. Les violences dans le pays n'ont cessé d'augmenter malgré la militarisation de la lutte, qui a même pu accélérer cet effet. Le président actuel AMLO a voulu répondre à ces effets de corruption et de violences par une politique plus pacifiste et davantage tournée vers les origines de ces problématiques. Si ses intentions sont louables, il a rapidement été confronté à la réalité des faits. Les violences et la corruption sont beaucoup trop ancrées dans la société pour les faire disparaître en trois ans. Il s'agit d'un défi à relever sur le long terme.

---

<sup>67</sup> Christophe VENTURA, « Mexique : quel bilan après un an de gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador ? », *IRIS*, 2020

<sup>68</sup> AFP, « Contre les Narcos au Mexique, des agriculteurs prennent les armes », *GoodPlanet mag*, 2021



## CONCLUSION

Le narcotrafic au Mexique n'est plus un phénomène nouveau. Au contraire, il a pénétré le pays, l'État, la vie économique, sociale et culturelle du Mexique. Il occupe une très grande partie du commerce mexicain et les réseaux de trafic de drogues ne font que se multiplier, au rythme de la prolifération des cartels et de leurs cellules, qui peuplent aujourd'hui la quasi-totalité du pays.

Il a donc été nécessaire de la part du gouvernement de renouveler la lutte contre le narcotrafic, de l'intensifier afin de combattre les violences, de plus en plus nombreuses, ainsi que la corruption. La militarisation a été la solution choisie, tout d'abord, par Vicente Fox de façon quelque peu timide, puis par Felipe Calderón qui l'a véritablement mise en place et enfin par Enrique Peña Nieto, qui a tenté de la renouveler mais s'est pourtant inscrit dans les pas de son prédécesseur. Ce qu'il est important de noter, ce n'est qu'aucun de ces trois mandats n'a permis de réduire les violences et de démanteler les réseaux de trafic de drogue. Pire, l'intervention de l'armée a aggravé le sentiment d'insécurité de la part de la population, qui n'a plus confiance en son gouvernement à la fois impuissant et corrompu. De l'autre côté, les cartels sont toujours plus puissants et violents. C'est le cas du cartel de *Los Zetas* dont les pratiques et nouvelles technologies sont le symbole d'une guerre acharnée. Malgré les bonnes intentions du président actuel AMLO, sa politique progressiste et pacifiste qui refuse la militarisation n'a pas non plus permis d'annihiler ces phénomènes de violences.

Quel avenir pour le Mexique ? Le projet d'AMLO est un projet réalisable sur le long terme. Combattre les facteurs profonds du développement des cartels et des réseaux de trafic de drogue semble être une meilleure solution. Promouvoir l'éducation, l'accessibilité à l'emploi, l'égalité des chances pourront empêcher les plus jeunes de se tourner vers les activités illégales, ou même vers la consommation. Il s'agit d'un défi de grande taille, qui ne se réalisera pas en un mandat, mais ce changement de paradigme ne peut qu'insuffler un nouveau départ pour le Mexique, qui se noie dans les violences et l'insécurité. Le chemin sera long pour le pays, mais la nouvelle trajectoire que le gouvernement vient de prendre est un symbole d'espoir.

# TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	IV
LEXIQUE	VI
RÉSUMÉ	VII
INTRODUCTION	1
<b>I. Le narcotrafic au Mexique : le besoin du fait militaire dans la crise</b>	<b>5</b>
<i>a. Le narcotrafic au Mexique : causes et développement</i>	5
1) La naissance d'un marché illégal	6
2) Le cas particulier du Mexique : les facteurs locaux du développement du narcotrafic	8
3) Le rôle des Etats-Unis : entre consommation et War on drugs	10
<i>b. Le Mexique : l'empire des cartels, l'exemple de Los Zetas</i>	12
1) Création et développement à partir de 1997	12
2) Une organisation paramilitaire, presque mafieuse	13
3) Territoires et activités : rivalités avec les autres cartels et extrême violence	14
<i>c. La place du fait militaire dans la société mexicaine</i>	16
1) L'inefficacité du pouvoir local et l'impunité de la délinquance	16
2) La place du chef militaire dans la crise : maintien de l'ordre et confiance du peuple ?	17
3) Les forces armées latino-américaines : la doctrine de la sécurité nationale	18
<b>II. Vers l'intervention des forces armées dans la gestion de la sécurité intérieure</b>	<b>20</b>
<i>a. La présidence Vicente Fox (2000-2006) : l'inefficacité de la lutte</i>	20
1) Déclaration de guerre au crime organisé	21
2) « Operativo Mexico Seguro »	22
3) Controverses et inefficacité de l'opération	23

<b><i>b. La présidence de Felipe Calderón (2006-2012) : renouveau et militarisation</i></b>	25
1) Vers une véritable militarisation de la lutte	25
2) L'Opération Conjunto Michoacán : l'association de la police locale et de l'armée	27
3) L'initiative Mérida : la coopération avec les Etats-Unis	29
<b><i>c. La présidence de Enrique Peña Nieto (2012-2018) : rupture et continuité</i></b>	30
1) Prévention et sécurité humaine	31
2) Dans les pas de Felipe Calderón : la poursuite de la militarisation	32
3) La loi controversée du 21 décembre 2017	34
<b>III. Les effets de la militarisation : insécurité et délégitimation de l'Etat</b>	36
<b><i>a. Une nouvelle forme d'Etat : le narco-Etat</i></b>	36
1) Une paralysie fonctionnelle de l'Etat : le déficit de légitimation	37
2) L'intériorisation de la corruption : la pénétration du crime organisé dans les institutions	38
3) L'altération des rapports internationaux	39
<b><i>b. L'éclatement de la violence à travers le pays</i></b>	41
1) L'atomisation des cartels	41
2) Un bilan humain catastrophique	42
3) L'insécurité croissante de la population	44
<b><i>c. Andrés Manuel López Obrador : une nouvelle forme de lutte, plus sociale, mais pas moins contestée</i></b>	45
1) Encourager le dialogue entre les cartels et le gouvernement	46
2) Vers la légalisation de la marijuana ?	47
3) Combattre la pauvreté, principale force des cartels de la drogue	48
ANNEXES	53
BIBLIOGRAPHIE	58

# ANNEXES

## Annexe 1 : Le triangle d'or Sinaloa/Chihuahua/Durango

Source : Keegan Hamilton, « Le cartel de Sinaloa alimente la crise des opioïdes aux États-Unis », *VICE*, 2019



## Annexe 2 : Les cartels mexicains, sur l'ensemble du territoire

Source : DEA, AFP



### Annexe 3 : L'Etat de Tamaulipas

Source : *Wikipedia*, Tamaulipas



### Annexe 4 : Nuevo Laredo et Matamoros, les principaux bastions du cartel de *Los Zetas*

Source : Damon Tabor, « Comment les Zetas ont mis en place réseau de communication secret », *Ulyces*, 2014



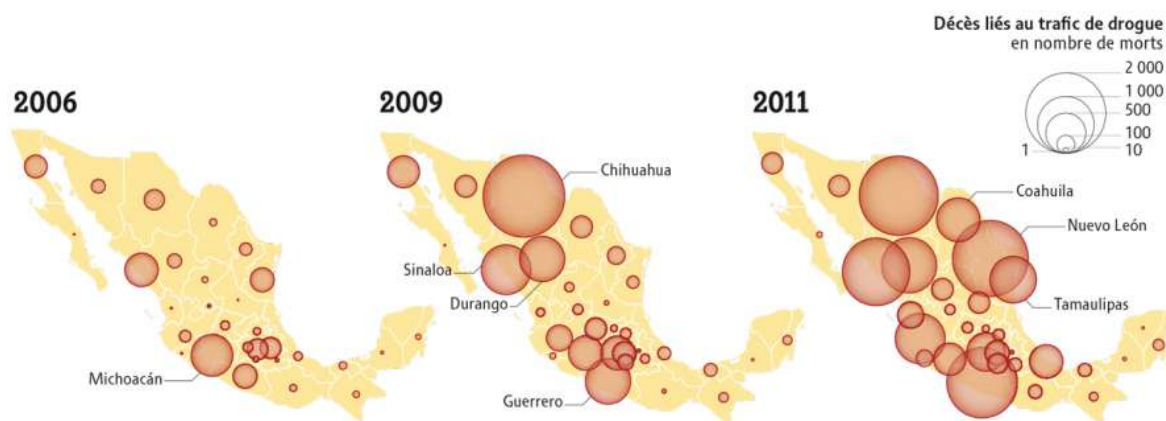
### Annexe 5 : L'État de Michoacán

Source : Collectif « PROTégeons les Enfants des Corridos », 2016



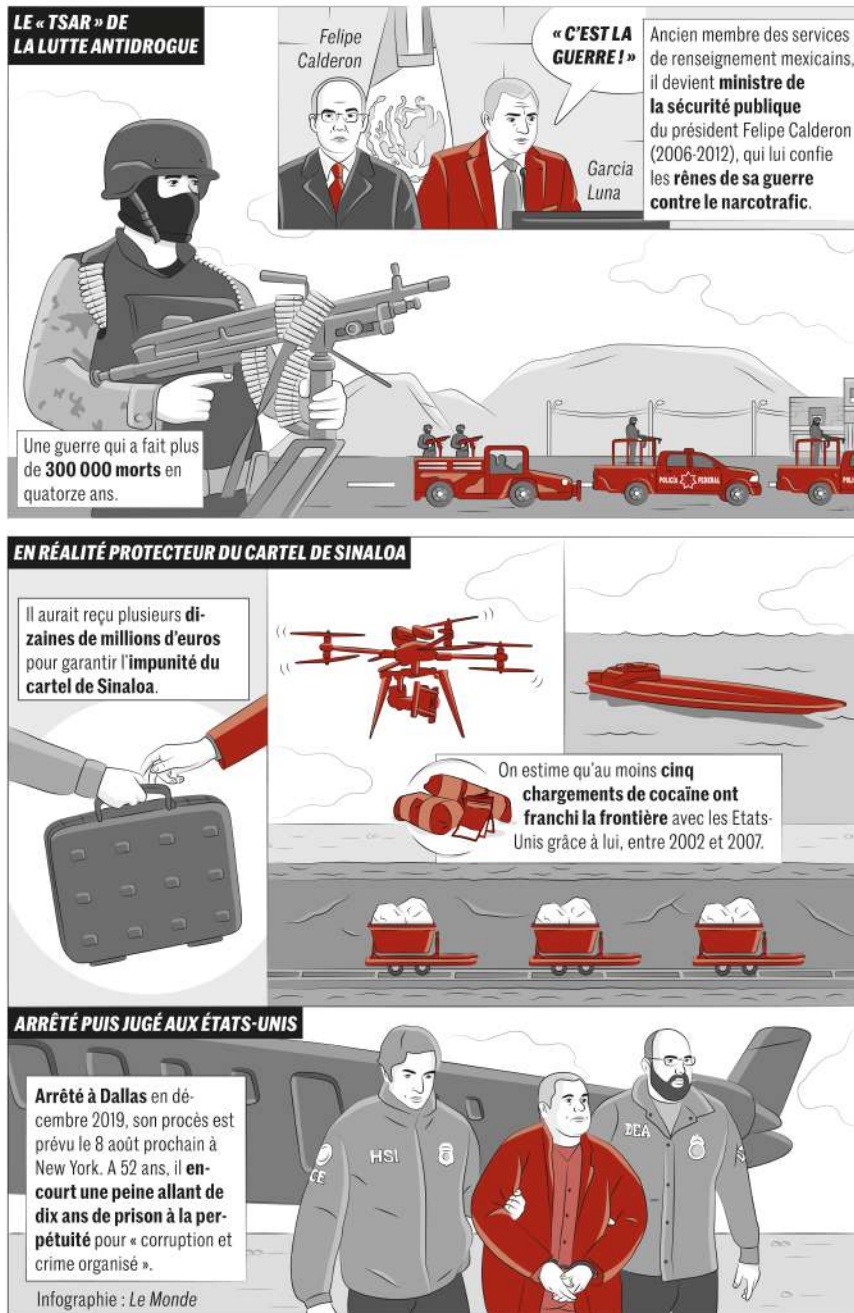
### Annexe 6 : Évolution des décès liés au trafic de drogue au Mexique

Source : Trans-Border Institute, *Université de San Diego*, 2011



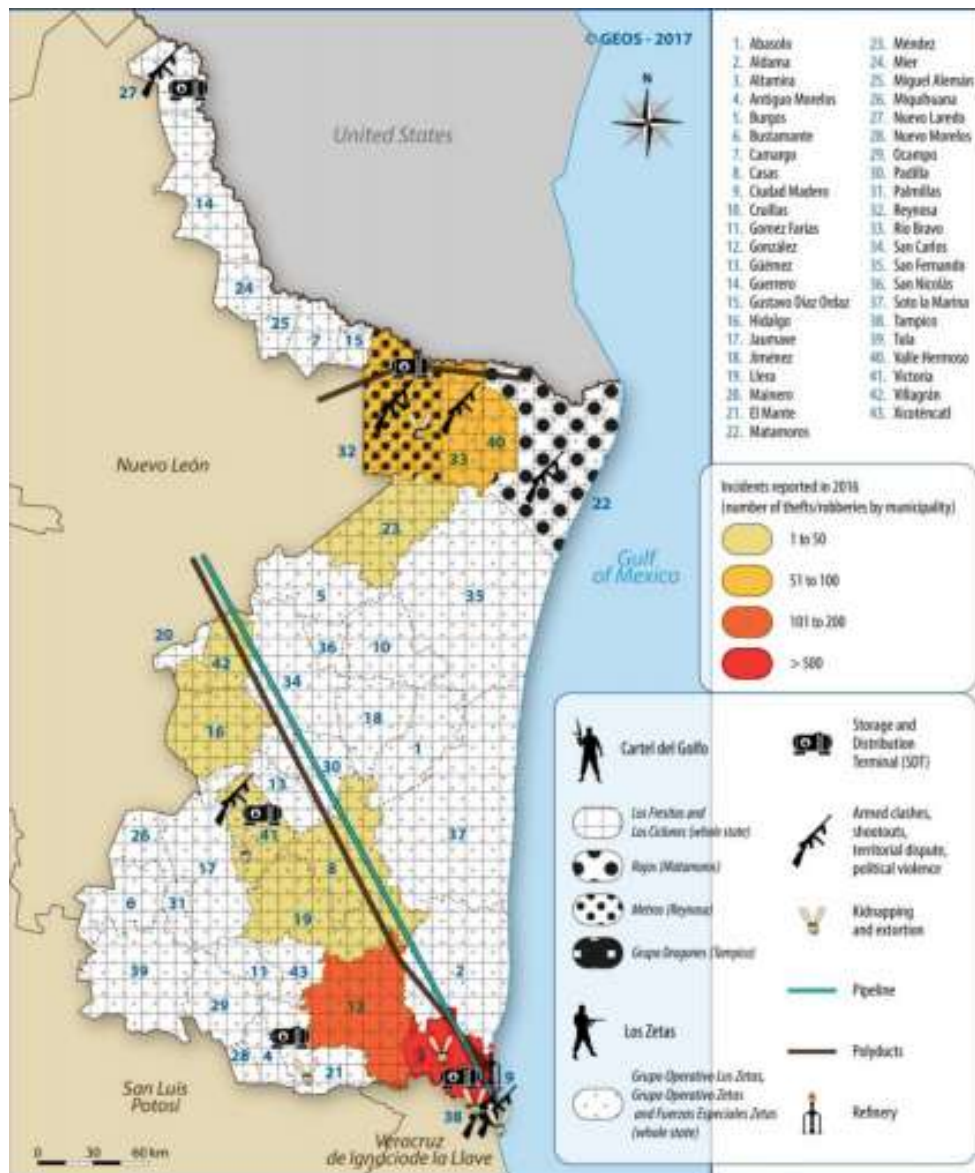
## Annexe 7 : Illustration de la corruption auquel fait face le Mexique à travers Garcia Luna, ministre de la sécurité publique

Source : SALIBA Frédéric, « Le Mexique sous l’emprise tentaculaire de la mafioratie », *Le Monde*, 2021



## Annexe 8 : Les extractions illégales d'hydrocarbures, nouvelle activité des cartels de la drogue

Source : GEOS, 2017





# BIBLIOGRAPHIE

## *Ouvrages*

- CASTELANOS G. Valdés, *Historia del narcotráfico en Mexico*, Mexico, Editorial Aguilar, 2013
- OSORNO Diego Enrique, *La guerra de Los Zetas*, Ediciones Grijalbo, 2012
- RAVELO Ricardo, *Zetas, La franquicia Criminal*, Ediciones B, 2013

## *Rapports*

- BASSAMAGNE MOUGNOK Cyprien, « Le Mexique de Peña Nieto à l'épreuve du narcotrafic : rupture et continuité d'une stratégie contestée », Centre d'études interaméricaine, 2014
- CHINCOYA TEUTLI Hector, « De la seguridad publica a la política criminología en Mexico : 2000-2012 (los gobiernos del Partido Acción Nacional) », SciELO, 2014
- COLLETER Kevin, « La guerre contre le narcotrafic : une politique de Felipe Calderon en temps de transition démocratique (2006-2012) », Linguistique, 2016
- MACIAS Juan Camilo, « Plan Colombie et Plan Mérida, Chronique d'un échec », opalc, page 5
- ORDONEZ MARTINEZ Gustavo Eduardo, « Les guerres contre la drogue, armées sécurité intérieure et narcotrafic en Amérique latine », IFRI, Aout 2018
- QUINTANA Victor, « Paysans et citoyens au Mexique : stratégies paysannes de résistance à la mondialisation à l'Ouest de l'Etat de Chihuahua », Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, 2009
- TURMEL Gabriel, « Les cartels mexicains : évolution historique, fonctionnement et impacts économiques (1970-2019) », Centres d'études interaméricaines, 2020

## Articles

- AFP, « Mexique et États-Unis au défi de revoir leur coopération contre le narcotrafic », *Le Temps*, 2021
- AFP, « Mexique : les cartels de la drogue ont fait 11 000 morts en six mois, selon une ONG », *Franceinfo*, 2018
- AFP, « Contre les Narcos au Mexique, des agriculteurs prennent les armes », *GoodPlanet mag'*, 2021
- ASTROGA Luis, « Les limites de la politique antidrogue au Mexique », *Revue internationale des sciences sociales*, 2001, p. 469 à 476
- BIZBERG Ilán, « Mexique ; de la violence et autres démons », *Politique étrangère*, 2016, pages 49
- CHOUVY Pierre-Arnaud, « L'échec de la guerre contre la drogue », *Après-demain*, 2017
- *El Universal*, « Lanza Fox operativo Mexico Seguro », 2005
- COLLETER Kevin, « La guerre contre le narcotrafic : une politique de Felipe Calderón en temps de transition démocratique (2006-2012) », *Linguistique*, 2016, page 45
- FAZIO Carlos, « Criminalité et décomposition de l'état mexicain », *Outre-Terre*, 2015/2, n°43
- GUTIÉRREZ GONZÁLES Rodrigo, « ¿Cártel en declive? Hay 12 células de "Los Zetas" operando en el país », *La Silla Rota*, 2020
- INSIGHT CRIME, « Zetas », *Mexico*, 2012
- KOURDLIANDSKY Jean-Jacques, « Mexique, criminalité et émergence économique », *Sécurité et Stratégie*, 2011
- LEVESQUE Vincent, « L'influence des cartels de la drogue au Mexique : le nouveau gouvernement face à son plus grand défi », *IRIS*, 2018
- RICHER Christophe, « L'utilisation des militaires en gestion de crises », *Centre Thucydide*, 2021
- RIFFAUDEAU Hélène, « "Projet Cartel" : "Au Mexique, les narcotrafiquants ont infiltré toutes les sphères de l'État" », *Téléobs*, 2021

- ROBLES DE LA ROSA Leticia, « Ordena Fox “radicalizar” el operativo México Seguro », *Cronica*, 2005
- RODROGUES Tiago et CAIUBY LABATE Beatriz, « México y el narcoanálisis: una genealogía de las políticas de drogas en los gobiernos Calderón y Peña Nieto », *Colombia Internacional* , pages 39 à 45, 2019
- SALIBA Frédéric, « Le Mexique sous l’emprise tentaculaire de la mafioratie », *Le Monde*, 2021
- SALIBA Frédéric, « Au Mexique, un cartel de la drogue déclare la guerre à l’État », *Le Monde*, 2020
- SALIBA Frédéric, « Mexique : le président élu « AMLO » veut négocier avec les narcotrafiquants », *Le Monde*, 2018
- SOLIS GONZALES José Luis, « L’état narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique », *Revue Tiers Monde*, page 173 à 188, 2012
- STEELS Emmanuelle, « Onze ans d’efforts, 200 000 morts... et des cartels au plus fort », *Libération*, 2017
- TABOR Damon, « Comment les Zetas ont mis en place un réseau de communication secret », *Ulyces*, 2014
- *The Conversation*, « “Mourir est un soulagement“ : 33 ex-narcos témoignent de l’échec de la guerre contre la drogue », 2020
- VENTURA Christophe, « Mexique : quel bilan après un an de gouvernement d’Andrés Manuel López Obrador ? », *IRIS*, 2020
- VIGNA Anne, *L’Atlas mondes émergents*, chapitre 4, « Guerres sans fin », 2012, pages 168 et 169
- ZEPEDA Roberto, “Violence et narcotrafic au Mexique 2006-2018”, *Savoir/Agir*, pages 35 à 42, 2019

#### *Documentaires*

- LERAT Julie et BOUQUET Christophe, « Histoire du trafic de drogue », *ARTE*, 2020

#### *Sources officielles*

- Harrison Narcotics Tax Act